



**Jour
J-55**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

06/11/2019

6^e rassemblement mondial sur la nutrition au Népal

P2

**Daniel Kablan Duncan : « Notre défi, offrir à chaque
enfant le meilleur départ dans la vie »**

P4

Bilan trimestriel du programme social du gouvernement

**Sidi Tiémoko Touré : “ Les populations commencent à sentir
les effets des actions engagées ”**

Autonomisation

P12

L'État veut renforcer l'accompagnement de la femme

Restructuration de la Cncc

P14

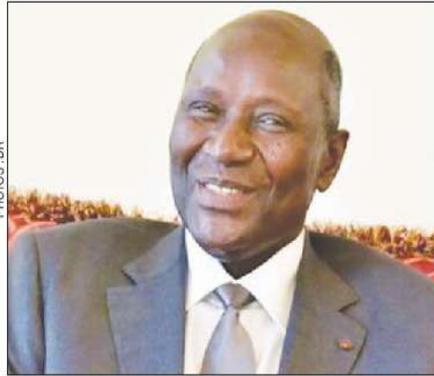
Les actions de gouvernement portent leurs fruits

6^e rassemblement mondial sur la nutrition au Népal Daniel Kablan Duncan : « Notre défi, offrir à chaque enfant le meilleur départ dans la vie »

Le vice-Président a annoncé le lancement, le 14 novembre à Abidjan, d'un Plan national multisectoriel de l'allaitement 2019-2021 visant à faire passer le taux de l'allaitement de 23,5% à 50%.

Le vice-Président de la République a animé, dans la matinée d'hier, deux panels et une conférence de presse. Un programme aussi chargé qui illustre que la Côte d'Ivoire est très sollicitée à Katmandou. Objectif de ces interventions : expliquer la politique ivoirienne de lutte contre la faim et la malnutrition et révéler ce qu'Abidjan compte faire pour les prochaines années. Les participants au sixième rassemblement mondial du mouvement Sun qui se tient dans la capitale népalaise l'attendaient. Daniel Kablan Duncan a expliqué, pour le second volet du thème inscrit, l'objectif que le Président de la République a assigné au gouvernement. « Notre défi, sur la base d'une volonté politique affirmée au plus haut niveau, est d'offrir à chaque enfant le meilleur départ dans la vie et l'espoir de croire en un lendemain meilleur. Il s'agit surtout de leur donner l'occasion de réaliser leur plein potentiel en passant de l'enfance à un âge adulte productif, capable, par le fruit de leur labeur, de soutenir la croissance et le développement du pays. »

La Côte d'Ivoire, qui a adhéré au mouvement Sun en 2013, est aujourd'hui membre influent du Groupe principal, l'organe décisionnel de la structure créée par le secrétaire général de l'Onu. « En outre, par anticipation aux engagements de Tokyo de 2020, je réaffirme une fois de plus l'engagement des autorités ivoiriennes à accélérer la réalisation des objectifs de la Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition et des Objectifs de développement durable », a soutenu Daniel Kablan Duncan. Plus concrètement, le vice-Président a révélé à son auditoire que son pays lancera le 14 novembre prochain une



politique nationale pour le développement de la Petite enfance ainsi que le Plan national multisectoriel de l'allaitement 2019-2020. Objectif visé : faire passer le taux de l'allaitement de 23,5% à 50%. Le lancement sera suivi d'une vaste campagne médiatique et d'une caravane nationale

pour la promotion de l'allaitement et la stimulation précoce. Pour être en phase avec le mouvement Sun qui veut qu'au cours des 1000 premiers jours de sa vie, un enfant ait une nutrition parfaite. C'est avec célérité que ce Plan national multisectoriel de l'allaitement va être déroulé. Il y

aura la campagne régionale sur « l'allaitement sans eau », l'organisation d'un dialogue régional avec les parlementaires (du 12 au 13 novembre) et un atelier régional technique du (13 au 15 novembre) pour la mise en place des systèmes de santé sensibles à l'allaitement. « Le pays s'engage également, dans le cadre du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition pour l'Afrique (Cerfam), à promouvoir la synergie d'actions entre toutes les parties prenantes et à susciter, dans un premier temps, et ce d'ici fin 2020, l'adhésion des Etats de l'Afrique de l'Ouest. » Daniel Kablan Duncan a aussi réaffirmé l'engagement de la Côte d'Ivoire à éliminer la carence en iode. Et « sa détermination à placer l'allaitement au cœur de ses stratégies de lutte contre la malnutrition. Ainsi, le pays projette de relever le taux de l'allaitement à 70% d'ici 2025. »

Au chapitre des méthodes de la Côte d'Ivoire, comme action de lutte contre la faim et la malnutrition, le vice-Président a évoqué le Ps-Gouv. « Dans l'optique d'une meilleure répartition des fruits de la croissance économique, le gouvernement a adopté un Programme social couvrant la période 2019-2020. La lutte contre la faim et la malnutrition constitue une dimension importante de ce programme social. » Ces résultats, la Côte d'Ivoire ne les a pas obtenus seule. Aussi, le vice-Président a salué la bienveillance des partenaires techniques et financiers ainsi que des donateurs. Notamment le Système des Nations Unies, la Bad, la Banque mondiale, l'Union européenne, la France et le Japon.

BLEDSON MATHIEU
(ENVOYÉ SPÉCIAL À KATMANDOU)

Brigade de l'assainissement et de la salubrité Anne Ouloto met en mission les 114 nouveaux agents



Les agents de la Bas ont été appelés à être professionnels et efficaces sur le terrain.

Fort de 114 agents, dont une vingtaine d'éléments des forces de défense et de sécurité, la nouvelle Brigade de l'assainissement et de la salubrité (Bas), née sur les cendres de l'ex-Brigade de la salubrité urbaine (Bsu), a été officiellement installée par la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass). Lors de la cérémonie organisée à cet effet dans l'enceinte de la Cité administrative au Plateau, Anne-Désirée Ouloto a fait savoir que la Bas, qui est rattachée à son cabinet, a

une mission de contrôle et de répression des actes inciviques portant atteinte à l'environnement. « Il s'agit pour nous de faire face à l'épineuse problématique de la dégradation du cadre de vie et l'incivisme des populations », a souligné la ministre. La Bas vient pour renforcer la présence policière sur le terrain, puis appuyer les campagnes de sensibilisation et les opérations d'assistance technique que mène le Minass. Anne Ouloto a profité de l'oc-

casation pour offrir un véhicule de type 4X4, 20 motos et 20 vélos à la brigade. Elle a exhorté le commissaire Pamphile Téhé, commandant de la Bas, et ses hommes à être professionnels et efficaces. « Je vous engage à être des modèles et à tourner le dos aux mauvaises pratiques, surtout au racket, qui est un véritable fléau et qui a gangrené l'ancienne brigade », a-t-elle recommandé. Avant d'avertir que tout agent pris en flagrant délit de racket en assumera les conséquences. « Vous êtes

obligés de produire des résultats. Pour ce faire, le racket doit être totalement et définitivement exclu de votre mode de fonctionnement », a insisté la ministre. Le commandant de la Bas, Pamphile Téhé, a dit toute sa gratitude au gouvernement

ivoirien et à la tutelle pour la confiance placée en lui et en ses hommes pour « l'exaltante mission » de protection et de préservation du cadre de vie. Il s'est également félicité du maintien des acquis des agents de la Bas, notamment la couverture d'assurance et le

traitement salarial. En marge de la cérémonie de présentation des agents de la Bas, la ministre Anne Ouloto a, au nom du gouvernement remis 11 véhicules de fonction aux directions du Minass.

GERMAIN GABO

Secteur de l'énergie, des mines et de l'eau L'Uaseme tient son 4^e congrès le 8 novembre à Bingerville

L'Union Ouest Africaine des Syndicats de l'Energie, des Mines et de l'Eau (Uaseme) tient les 8 et 9 novembre prochains, au Centre des Métiers de l'Electricité (Cme) de Bingerville, son 4^e congrès. A cette occasion, les différentes organisations syndicales du secteur de l'énergie, des mines et de l'eau de la sous-région ouest-africaine francophone réunies au sein de cette fédération auront à plancher sur le thème central : « L'Uaseme, outil d'intégration et d'échanges face aux enjeux des ressources natu-

relles et risques de réformes institutionnelles ». Cette rencontre permettra à l'ensemble des travailleurs du secteur de l'énergie, des mines de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Togo, du Sénégal, de la Guinée et du Niger, pays auxquels s'ajoute la France de partager leurs expériences afin de trouver des solutions aux différentes difficultés auxquelles ils sont confrontés. Outre les travailleurs, ce congrès accueillera la participation de plusieurs représentants d'institutions, des

dirigeants d'entreprises des secteurs concernés ainsi que plusieurs autres personnalités représentant les autorités de régulation. Faut-il le noter, créée en 1997, l'Uaseme a obtenu plusieurs acquis pour les travailleurs de différents secteurs concernés. D'ailleurs, le 3^e congrès qui s'est tenu, en septembre 2018, à Dakar avait débouché sur la volonté des syndicats de l'Uaseme d'avoir la même démarche quant à l'avenir des sociétés de l'énergie, des mines et de l'eau.

HERVÉ ADOU

Vie de l'entreprise / *Fraternité Matin* à l'ère du numérique

Le ministre Sidi Touré visite les nouveaux équipements

Le ministre de la Communication et des Médias, Sidi Touré, était hier au groupe de presse *Fraternité Matin* où il a visité les nouvelles machines d'impression numérique. Ces acquisitions, selon Venance Konan, Directeur général de *Fraternité Matin*, visent à booster les performances du groupe par la conquête de nouveaux marchés en matière d'imprimerie. La visite a commencé par la salle des arts graphiques, en-

suite la salle machine petit et grand formats pour aboutir au grand atelier d'impression. Le ministre Sidi Touré a pu découvrir les ordinateurs de dernière génération dédiés à la création de visuels graphiques, ainsi que des machines qui épousent véritablement l'ère du numérique avec des traceuses capables d'imprimer, en un temps record, en petites quantités, sur différents supports (papier vinyle, bâches, tissus, etc.) dans tous les types de formats et modèles (af-

fiches, prospectus, kakemono, cartes de visite, dépliants...); sans oublier la machine de pelliculage brillant ou malte qui restitue de fort belle manière les couleurs originales des créations. Après la visite, le ministre a exprimé sa satisfaction avant de s'engager à contribuer à la promotion de ces acquis numériques qui font désormais de *Fraternité Matin* un groupe majeur dans le secteur de l'impression numérique ■

SERGES N'GUESSANT



Avant la visite des unités techniques, le ministre Sidi Touré a été reçu par le Dg Venance Konan et ses collaborateurs, pour le traditionnel akwaba



Le ministre a découvert avec beaucoup de satisfaction les nouvelles traceuses numériques...



...capables d'imprimer, sur différents supports...



...dans tous types de formats et modèles, des affiches, prospectus, kakemono, cartes de visite, dépliants etc.



Des techniciens du grand atelier ont tenu à immortaliser le passage du ministre Sidi Touré.



Bilan trimestriel du programme social du gouvernement Sidi Tiémoko Touré : “ Les populations commencent à sentir les effets des actions engagées ”

Le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, a animé le 4 novembre une conférence de presse bilan, à son cabinet sis au Plateau, Immeuble Sciam. Nous vous proposons l'intégralité de son propos liminaire.



Nous avons évoqué le recrutement de 10 300 enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire ainsi que l'acquisition et la distribution de 500 000 tables bancs à raison de 250 000 en 2019 et 250 000 en 2020. Après le recrutement effectif des 10 300 enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire dont nous faisons état en août dernier, 5 300 enseignants du primaire et 75% des 5000 enseignants du secondaire ont été formés. Les 25% restant le seront d'ici mi-décembre 2019 ; les affectations des enseignants, en cours, sont conformes à l'engagement pris pour leur disponibilité à la rentrée académique.

Concernant l'acquisition et la distribution de tables bancs,

108 000 tables-bancs sont désormais disponibles (contre 40 000 lors du dernier bilan), et les commandes ont été passées auprès de 14 PME locales pour une livraison de la totalité des 250 000 tables-bancs d'ici décembre 2019. Sur le volet Santé, La phase active de la CMU est effective depuis juillet 2019 avec le démarrage des prélèvements à la source. Les prestations, vous le savez, ont démarré le 1er octobre 2019.

2 millions 979 mille 469 personnes sont ciblées et 1 million 232 mille 192 cartes ont été produites (658 137 distribuées).

J'insisterai particulièrement sur le fait que des dispositions sont prises pour que toutes les personnes prélevées puissent bénéficier des prestations de la CMU, même si elles ne sont pas encore détentrices de la carte. Par ailleurs, 77 des 86 Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) sont entièrement réhabilités. Leur équipement est en cours de finalisation pour une opérationnalisation prochaine.

Au titre du Programme Elargi de Vaccination,

Le Programme Elargi de Vaccination continue de voir ses moyens renforcés, avec l'acquisition de dispositifs logistiques et sanitaires. A fin

septembre 2019, le PEV a acquis 311 réfrigérateurs et 100 motos pour renforcer ses capacités opérationnelles.

Relativement aux activités de vaccination : 617 mille 922 enfants de 0 à 11 mois ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale au titre de la 3ème dose du vaccin pentavalent (Penta3), avec un taux de couverture de 92% ; 628 mille 287 enfants ont été vaccinés dans le cadre de la couverture vaccinale contre la rougeole, avec un taux de 92%. Il demeure également important de rappeler que la vaccination des nourrissons et des femmes enceintes est désormais obligatoire. Je précise que les campagnes de vaccinations sont gratuites et que les vaccins obligatoires sont tous disponibles dans les sites idoines.

Au titre de la Gratuité ciblée,

la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique a mis à disposition des hôpitaux : 331 mille 575 kits d'accouchement ; 65 mille 592 divers produits, dont 24 mille 835 kits de césarienne ; Rappelons que 123 mille 552 cas de paludisme grave ont été diagnostiqués parmi lesquels 44 mille 161 enfants de 0 à 5 ans.

Pour la prise en charge de cette maladie, 717 mille 513 produits ont été distribués gratuitement dans les établissements sanitaires à fin septembre.

Mesdames, Messieurs, La volonté du Président de la République est d'intensifier l'action sociale, au bénéfice des populations.

À travers des mesures fortes relatives aux services essentiels, le Gouvernement entend répondre aux attentes des Ivoiriens, notamment en luttant contre la pauvreté et en améliorant significativement leur pouvoir d'achat. Ainsi,

Au titre de l'accès à l'électricité

974 mille 139 clients bénéficient désormais du tarif social. Ce sont près de 44 mille bénéficiaires de plus qu'en juin dernier qui, cumulativement, économisent 2,6

milliards FCFA sur leurs dépenses d'électricité.

Pour rappel, ce sont 850 mille personnes qui avaient initialement été ciblées.

S'agissant de l'électrification rurale (PRONER),

1838 localités de plus de 500 habitants doivent être connectées au réseau électrique à échéance. À fin septembre, 397 localités ont été électrifiées contre 169 en fin juin ; le processus de passation des marchés est terminé pour 1 236 localités. La passation des marchés pour les 602 localités restantes est en cours ;

Enfin, 121 mille 017 ménages, sur un objectif annuel de 200 mille 382, jouissent, au 30 septembre 2019, du Programme Électricité Pour Tous (PEPT), dont 29 mille 204 (24%) en zones rurales et 91 mille 813 (76%) en zones urbaines.

Le plan prévoit 106 044 branchements pour le dernier trimestre 2019. Pour mémoire, 92 mille 557 branchements avaient été effectués fin juin 2019 soit une progression de 30%.

Au titre de l'entretien routier

Le programme a pour objectif le repprofilage de 120.000 km de routes et de pistes rurales sur la période 2019-2020.

En 2019, sur les 40 000 km à traiter, 17 464 km de linéaires soit 917 itinéraires sont achevés. Ce sont 1 593 km qui ont été finalisés depuis le dernier bilan.

Le processus de passation des marchés suit son cours en vue de déterminer les attributaires et démarrer la phase opérationnelle du second volet.

Relativement au programme des logements sociaux

L'objectif pour l'année 2019 est de finaliser les travaux des sites de Bingerville et de Yopougon (Cité Ado).

Les conditions d'habitabilité sont réunies dans les deux localités. 90 logements sont disponibles dans la première cité (accès à l'électricité et à l'eau potable, évacuation et traitement des eaux usées) tandis que 468 le sont à Yopougon.

Des travaux résiduels sont en cours et visent à accroître les capacités des infrastructures existantes ou à finaliser le rafraîchissement de certains bâtiments de la Cité ADO.

Pour le renforcement du programme d'accès à l'eau potable

L'engagement du PSGouv consiste à garantir le fonctionnement continu d'environ 21 mille pompes à motricité humaine sur toute l'étendue du territoire national. A fin septembre, 11 mille 927 localités ont été visitées. 20 mille 276 pompes ont été dénombrées dont 9 mille 084 (44,8%) en panne et 6 mille 934 (34,1%) en mauvais état ; 618 d'entre elles ont déjà été réparées.

Les dispositions opérationnelles et financières sont prises pour faire face à l'accélération des activités de réparation des pompes au cours du dernier trimestre de l'année 2019.

Enfin, au titre du programme des filets sociaux

Le programme des filets sociaux est passé de 35 mille ménages en 2018 à 50 mille au premier trimestre 2019.

Il est envisagé de prendre en compte 55 mille ménages supplémentaires en milieu rural et 20 mille ménages en milieu périurbain, dans le cadre d'un financement additionnel de la Banque Mondiale.

De même, la mobilisation d'un financement additionnel de 14 milliards auprès de la Banque Africaine de Développement à fin 2019 devrait permettre de prendre en compte 25 mille bénéficiaires supplémentaires au premier semestre 2020, portant ainsi le nombre total de bénéficiaires à 150 mille.

Ainsi, fin septembre 2019, nous confirmons : la signature de l'accord de financement additionnel de 58,5 milliards de FCFA et sa mise en vigueur prochaine ; le paiement de l'allocation du 3ème trimestre aux 50 000 bénéficiaires actuels ; l'identification, en cours, de 50 000 nouveaux ménages bénéficiaires dans 609 villages sélectionnés dans 21 régions ;

SUITE PAGE 5

Mesdames, Messieurs, les représentants des Ministères, Mesdames, Messieurs les membres du Cabinet, Chers journalistes,

Bienvenue au Ministère de la Communication et des Médias pour la seconde conférence de presse dédiée au Programme Social du Gouvernement ;

Cet exercice, que nous souhaitons régulier, s'inscrit, après celui du 02 août dernier, dans la démarche d'information des populations ivoiriennes sur l'action du Gouvernement de son Excellence Monsieur le Premier Ministre Amadou GON COULIBALY.

Le Président de la République, SEM Alassane OUATTARA a instruit le gouvernement de mener les actions de référence visant à permettre aux populations ivoiriennes, notamment les plus vulnérables, de voir leurs conditions de vie nettement améliorées.

Il s'agit, vous l'aurez compris, d'amplifier et d'accélérer le rythme des réformes et des progrès réalisés depuis 2012, en vue de réduire le taux de pauvreté et les inégalités en Côte d'Ivoire.

Pour mémoire, le Programme Social du Gouvernement comprend 156 actions dont 67 projets majeurs, 57 réformes et 32 mesures d'accompagnement de l'action sociale.

Il repose sur 5 axes stratégiques :

Fournir aux populations des services de santé de proximité, une alimentation et une nutrition saines et améliorer la protection sociale ;

Renforcer les conditions d'accès et de maintien à l'école des enfants de 6 à 16 ans et améliorer les conditions d'études et de vie des étudiants, avec un accent sur le maintien de la jeune fille à l'école ; Favoriser l'accès des populations aux services essentiels, logements, énergie, transport, eau potable et aux biens et services de grande consommation à un coût abordable, ainsi qu'à un cadre de vie adéquat ;

Améliorer l'employabilité et l'accès à un emploi décent et stable des jeunes et des femmes ;

Créer les conditions d'amélioration du bien-être des populations en milieu rural et assurer la sécurité alimentaire.

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, nous partagerons avec vous la synthèse de l'état d'exécution du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) au 30 septembre 2019.

Nous vous présenterons donc succinctement les projets phares du PSGouv et autres activités à impact social ainsi que leur état d'avancement.

Démarrons par le volet Education,

PHOTO : DCF

Coopération institutionnelle Coulibaly-Kuibiert prend conseil auprès d'Henriette Diabaté

La Grande chancelière a reçu en audience, hier, le nouveau président de la Commission électorale indépendante.

Une visite de courtoisie qui va au-delà de la simple civilité. C'est ainsi qu'il faut voir la démarche du nouveau président de la Commission électorale indépendante (Ceï) reçu en audience, hier, par la Grande chancelière, Henriette Diabaté. «Il s'agit d'une visite de courtoisie, avant tout. En tant que président de la Commission électorale indépendante nouvellement élu, je me devais d'effectuer cette visite à la Grande chancelière, afin surtout de recueillir ses précieux conseils pour l'exécution de ma mission», a précisé Coulibaly-Kuibiert Ibrahim, au terme de la rencontre qui s'est déroulée à la Grande chancellerie, dans la commune de Cocody.

Pour le président de la Ceï, cette mission qui consiste à organiser les futures élections, il ne pourra la réussir qu'avec les nombreux collaborateurs qui l'épaulent au quotidien. C'est pourquoi il entend mettre tout en œuvre pour que leur mérite soit amplement reconnu. «Je pilote une maison où sont constamment à la tâche de braves travail-



Accueil enthousiaste au président de la Ceï à la Grande chancellerie. (PH: MONSAN JULIEN)

leurs. Il est donc bon que je vienne auprès de la Grande chancelière pour solliciter des éléments de nature à les encourager à mener à bien leur mission», a-t-il ajouté. Ses visites auprès des institutions de la République, le président de la Ceï n'entend pas les limiter uniquement à la Grande chancellerie. Il compte les poursuivre dans bien d'autres structures pour bénéficier de

leurs précieux conseils et de leurs expériences. «Bien sûr que nous irons vers d'autres institutions. Même si nous avons pris à bras-le-corps le travail que nous exécutons, nous n'allons pas hésiter à approcher d'autres structures pour accomplir au mieux notre tâche», a-t-il insisté. Soucieux du strict respect des institutions et des symboles de l'Etat et de la loi, le président de la Ceï a

donné le ton, le lundi 4 novembre, au cours d'une cérémonie de salut au drapeau qu'il a initiée. «Nous prenons la République à témoin, sous ce drapeau qui en est le symbole. Nous entendons nous conformer à la loi et aux textes en vigueur. La nation nous regarde, car elle nous a investis d'une mission», a-t-il lancé, après cette cérémonie.

MARCEL APPENA

Recomposition de la Ceï Touré Mamadou explique tout à la jeunesse

Le Conseil national des jeunes de Côte d'Ivoire (Cnrcj) a lancé le 1er novembre une campagne de sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale. La conférence inaugurale a été animée à l'hôtel du District au Plateau par le ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes autour du thème «Jeune et engagé pour la paix et la cohésion sociale en Côte d'Ivoire». Cette caravane du Cnrcj, il faut le préciser, vise à contribuer au processus de la réconciliation, de la reconstruction, de la consolidation de la paix et de la promotion des valeurs de la culture de la paix en Côte d'Ivoire.

Touré Mamadou a invité, à cette occasion, les jeunes à refuser de s'inscrire dans les débats politiques houleux qui se tiennent actuellement. Notamment celui sur la reconstitution de la Commission électorale indépendante (Ceï) qui continue de faire couler beaucoup d'encre et de salive.

Et le ministre de revenir sur le long processus qui a abouti à la mise en place de la commission centrale de la CEI, que préside Coulibaly Kuibert. Selon Touré Mamadou, c'est dans une démarche participative que les partis politiques ont travaillé de concert avec le gouvernement et la société civile pour mettre sur pied cette commission. La méthodologie de travail a été actée par tous et au moment d'aller aux discussions, l'opposition qui boycotte aujourd'hui la commission a émis un préalable. Celui de recevoir, notamment les Termes de références (Tdr) qui actent la méthodologie de travail avant de poursuivre les discussions. Ainsi, ces membres de l'opposition ont donc brillé par leur absence lors de la deuxième discussion.

Pour lui, l'absence de ces acteurs politiques n'est rien d'autre qu'un boycott, parce que leur requête a été prise en compte par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui a instruit le ministre de l'Intérieur de mettre à leur disposition lesdits Tdr. Toujours, selon lui, les adversaires politiques du Ras-

semblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdpc), dès les premiers instants, trouvaient injuste la commission donc leur position ne devait pas étonner l'opinion nationale. Toutefois, «malgré l'absence de cette frange de l'opposition, les débats ont eu lieu avec d'autres partis de l'opposition et toutes les revendications posées par tous ont été prises en compte dans les échanges». Certains acteurs de la société civile, confie le ministre, avaient souhaité, lors des échanges, que les partis politiques n'aient pas de représentants au sein de cette Ceï.

D'autres n'y voulaient pas de représentants du gouvernement tandis que d'autres étaient pour mais sans les représentants de l'Assemblée nationale. C'est donc, précise Touré Mamadou, dans un souci de consensus que le Chef du Gouvernement, Amadou Gon Coulibaly a travaillé à ressortir un document consensuel qui prenne en compte les préoccupations de toutes les parties. Le document final a été transmis à l'Assemblée nationale où l'opposition est bel et bien représentée pour des discussions avant que la loi ne soit promulguée et que la commission soit mise en place avec les représentants de l'opposition et de la société civile.

Touré Mamadou n'a pas manqué de rappeler que l'ancienne Ceï était le fruit d'un consensus de tous les acteurs de la vie politique ivoirienne. Et c'est grâce à l'appui de la National Democratic Institute (Ndi) que cela a été possible avec, en fond de trame, le principe de tiers de représentants pour tous les acteurs impliqués.

«Tous les partis politiques ont accepté cela sans exclusive en remplacement de la Ceï de 2010 qui comptait des représentants de la rébellion. Ces partis n'ont jamais trouvé de problème à cette commission jusqu'à ce que l'organisation de la société civile Action pour la Promotion des Droits de l'Homme (Apdh) ne saisisse la Cour africaine», fait-il remarquer à la jeunesse.

H.ADOU

La Fondation Kofi Annan apporte son appui à la Ceï

Le président de la Commission électorale indépendante (Ceï), Coulibaly Ibrahim Kuibert, a eu une séance de travail le 4 novembre avec Arnaud Akondjenou, conseiller spécial Afrique de la Fondation Kofi Annan. Le représentant de la fondation, qui a longtemps travaillé au sein de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire, s'est dit très heureux de retrouver la terre ivoirienne et surtout de pouvoir apporter sa contribution, à nouveau, au processus électoral. «Nous avons discuté de ce que la Fondation pourrait apporter au processus électoral», a-t-il déclaré. Et de poursuivre qu'il sort satisfait de cette entrevue, parce qu'il a pu échanger avec la commission sur les différents points de collaboration. «Je sors satisfait de cette séance de travail dans la



Les membres de la Fondation Kofi Annan aux côtés du président de la Ceï. (PH: DR)

mesure où la Ceï a reconnu l'intérêt d'avoir une structure comme celle de feu Kofi Annan à ses côtés dans cet exercice qui demande un cadre juridique et consensuel. Car, les élections c'est du juridique et du consensuel», a-t-il précisé.

Après Arnaud Akondjenou, le président de la Ceï a reçu la visite hier de Newton Barry, président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) du Burkina Faso. Qui, à sa sortie d'audience, a indiqué que sa visite s'inscrivait dans le cadre

des concertations sur les processus électoraux au sein du bureau du Réseau des structures électorales de l'Afrique de l'Ouest (Resao). Aussi, compte tenu du fait que la Côte d'Ivoire et la Burkina Faso ont des élections en 2020, il est important d'échanger sur les possibilités de partage d'expériences et de compétences. «Nos deux pays ont des élections capitales en 2020, a-t-il rappelé. A cette occasion, les Burkinabè de l'étranger, notamment ceux de la Côte d'Ivoire, vont voter. Il s'agit de voir comment nous pouvons travailler ensemble et s'assister mutuellement», a-t-il soutenu.

Quant à Coulibaly Ibrahim Kuibert, il s'est réjoui de ces visites et a salué les différentes propositions de ses hôtes qui contribueront à un riche partage d'expériences.

HERVE ADOU
Sercom

Salubrité urbaine

Du matériel de plus de 2 milliards de F Cfa à 36 communes

Les équipements destinés à l'entretien des localités bénéficiaires ont été remis, lundi, aux autorités municipales locales par la ministre Anne Désirée Ouloto.

Deux milliards quatre-vingt-neuf millions de F Cfa. C'est la valeur de l'important lot de matériel d'assainissement qu'a remis, lundi, la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass), Anne Désirée Ouloto, aux maires de 36 communes de Côte d'Ivoire ou à leurs représentants.

La cérémonie de remise des équipements a eu lieu sur l'esplanade du Palais de la culture Bernard B. Dadié de Treichville, en présence du ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Sidiki Diakité, qui représentait le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, et de plusieurs membres du gouvernement. Sur les 36 communes bénéficiaires, 15 ont été servies sur place. Les 21 autres ont été appelées à



PHOTOS : DR

15 des 36 communes bénéficiaires ont reçu leurs kits de salubrité lors de la cérémonie officielle de remise.

collectivités. Anne Ouloto a fait savoir que cette remise d'équipements, la deuxième du genre, s'inscrit dans le Programme d'appui aux collectivités. 33 localités en ont déjà bénéficié pour un montant de 550 millions de F Cfa. « Ce programme qui prend fin en 2020 a déjà permis d'équiper une soixantaine de communes pour une enveloppe globale de 3 milliards de F Cfa (...). L'objectif est d'atteindre 100 communes avant 2020 et de couvrir toutes les localités du pays à terme », a indiqué la ministre.

Sidiki Diakité a, au nom du Premier ministre, parrainé la cérémonie, salué l'engagement d'Anne Ouloto pour la propreté de la ville d'Abidjan et de l'ensemble des communes de Côte d'Ivoire. « L'Abidjan d'hier n'est pas l'Abidjan d'aujourd'hui », a-t-il noté avec satisfaction. La remise du matériel d'assainissement aux

collectivités témoigne, selon lui, de la volonté du gouvernement de garantir un cadre de vie sain aux populations. « Je vous exhorte, en tant que maires, à être de véritables ambassadeurs de la salubrité dans vos communes et à faire bon usage de l'équipement reçu », a conseillé le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation aux élus.

Les communes qui ont reçu leur kit de salubrité à la cérémonie solennelle sont : Daloa, Gagnoa, Man, Akoupe, Katiola, Guirya, Lakota, Kouto, Logoualé, Odienné, Séguélon, Rubino, Guémélé, Dabakala et Kaniasso. Le matériel remis est composé de 18 tracteurs, 64 tricycles, 32 débroussaileuses, 504 fourches, 528 pelles, 490 paires de bottes, 10 paquets de gilets de sécurité, 425 poubelles et 295 brochettes.

GERMAIN GABO

Personnes du troisième âge

Le gouvernement engage des réformes pour le bien-être des séniors

La secrétaire d'Etat auprès du garde des Sceaux, ministre de la justice et des droits de l'homme, chargée des droits de l'Homme, Aimée Zebeyoux, a présidé le mercredi 30 octobre, la 2^e édition du Forum des projets d'investissement de la retraite active, organisée à l'hôtel du District, au Plateau.

La secrétaire d'Etat a évoqué quelques actions déjà entreprises par le gouvernement ivoirien, en faveur des personnes âgées. « L'Etat ivoirien a engagé d'importantes réformes pour l'amélioration du bien-être de la personne âgée. Il s'agit notamment de l'article 32 de la constitution, qui consacre le principe du respect des droits de la personne âgée ; l'article 380 du code pénal et 489 et suivant du code civil qui organisent un régime de protection particulier, en faveur de la personne âgée ; La loi N°2014-131 du 24 Mars 2014 instituant la Couverture Maladie Universelle dite CMU dont bénéficient également les personnes âgées et la réforme des retraites avec l'ordonnance N°2012-03 du 11 Janvier 2012 ».

Selon Aimée Zebeyoux, la prise en charge des séniors est demeurée longtemps, une épine pour les gouvernements du continent africain. « Les faiblesses de nos systèmes de sécurité sociale et/ou celles du système de solidarité formelle lorsqu'elles existent n'ont pas



Aimée Zebeyoux, secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme, chargée des droits de l'Homme. (PHOTOS : DR)

favorisé la mise en œuvre concrète des politiques ciblant les personnes âgées », a-t-elle avoué.

Pour sa part, Fabrice Kouakou, Directeur général du cabinet YKE Consulting, a souligné que la population des personnes du troisième âge est assez importante. Elle peut être utilisée, pense-t-il, pour développer une économie forte, qui est l'économie des personnes du troisième âge. Il a exhorté les retraités, à changer de mentalité. « Le temps est venu de pouvoir agir et non d'être assisté. La retraite n'équivaut pas, au retrait de la vie citoyenne. Ils (les retraités) doivent créer des projets et se donner les moyens de les réaliser. Ils sont nombreux. Il y a des associations qui comptent

à elles seules, 800 personnes. Ils peuvent s'unir, s'associer, et créer des fonds de garanti déjà à leur humble niveau, ensuite se faire former et initier des projets. Une fois que cela sera fait, ils auront à coup sûr, des appuis institutionnels, qui leur permettront de booster leurs projets », a-t-il poursuivi. Plusieurs associations de retraités ont pris part à ce forum. Initié par le cabinet YKE Consulting, avec à sa tête, Fabrice Kouakou, son directeur général, ce deuxième rendez-vous d'échanges autour des personnes du 3^e âge, avait pour thème : « Gestion et financement des projets pour accélérer le développement de la retraite active dans nos pays africains ».

CASIMIR DJEZOU

retirer leur dotation au siège de l'Agence nationale de gestion des déchets (Anaged) à Co-

Hommage aux doyens Lambert Amon Tanoh célébré le 15 novembre

Après le professeur Hyacinthe Sarassoro en 2018, la nation rendra hommage, cette année, à Lambert Amon-Tanoh, le 15 novembre à Abidjan et le 17 novembre à Éboué, son village natal dans le département d'Aboisso en sa qualité de pionnier du système éducatif ivoirien.

C'est l'information donnée, le mercredi 30 octobre au cours d'un point-presse animé par la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Kandia Camara, à son cabinet à la Tour D au Plateau.

« Ce sera donc l'occasion pour toute la nation, particuliè-

rement la famille éducative, de lui témoigner sa reconnaissance pour sa participation remarquable à la construction du système éducatif ivoirien », a précisé la ministre.

Pour elle, cette initiative de célébrer les doyens émane de la société civile, en l'occurrence du Comité national d'hommage aux doyens, qui en est à sa deuxième édition.

Au programme de ces journées consacrées à la célébration des doyens, une conférence publique qui sera animée, le 15 novembre à 9 h par le ministre Lambert Amon Tanoh lui-même, à la salle des fêtes du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Le thème retenu est : « L'histoire coloniale et postco-

loniale de la Côte d'Ivoire avec l'un des serveurs du Président Félix Houphouët-Boigny encore en vie ».

Le vendredi 15 novembre, un dîner-gala est prévu dans la soirée à partir de 21h, dans la même salle de l'Hôtel Ivoire. Qui sera suivi d'une séance de consultation et de dons de médicaments aux populations d'Éboué, village natal du doyen. Ce programme est fixé au dimanche 17 novembre.

Lambert Amon Tanoh, âgé de 93 ans cette année, fut le troisième ministre de l'Éducation nationale du Président Félix Houphouët-Boigny. Il occupa cette fonction du 15 février 1963 au 5 janvier 1970.

ISABELLE SOMIAN

Communiqué Mudeto

Sous la présidence effective de Madame Kandia Kamissoko Camara, Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, la Mutuelle pour le développement de Tomidanou (Mudeto), a le grand plaisir de porter à votre connaissance, l'organisation

des journées festives dénommées « fête de la lumière » du 10 au 17 novembre 2019 à Tomidanou, Commune de Tiémélékro, Région du Moronou. A cette occasion, elle prie tous ses fils et filles ainsi que les personnes de bonne volonté ou personnes morales, qui souhaiteraient associer leur image à cette cérémo-

nie, d'effectuer massivement le déplacement sur TOMIDANOU pour soutenir les actions de la Mutuelle en faveur du développement. A cet effet, un pagne uniforme est disponible ainsi qu'un convoi pour tous ceux qui souhaiteraient s'y rendre.

INFOLINE :

07438904 / 07480151 / 66061901

Enseignement préscolaire La Fondation Gaumont Diagou Mathurin offre une école maternelle à Blockhauss

Le nouvel établissement entièrement équipé a été officiellement livré, hier, aux autorités locales de l'Éducation nationale.

Une école maternelle flambant-neuve de trois classes, entièrement équipée d'une valeur de 31 millions de Fcfa. C'est le don qu'a fait la Fondation Gaumont Diagou Mathurin (Fdgm) au village de Blockhauss, dans la commune de Cocody. L'établissement bâti sur une superficie de 470 mètres carrés a été officiellement remis, hier, aux représentants du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (Menetfp). Le président de cette Fondation, Dominique Gnaba Diagou, a relevé que le projet s'inscrit dans la vision de développement communautaire de la Fdgm. La Fondation, a-t-il noté, œuvre à l'autonomisation des jeunes et des femmes, à la scolarisation des enfants et à la santé des populations au profit de la plupart des villages de la commune de Cocody. Il s'est félicité de l'exécution des travaux de l'édifice scolaire. « Le chantier a été ouvert en mai 2019 et s'est achevé en août 2019 », a indiqué le président. Avant d'ajouter que les bâtiments neufs de l'école maternelle publique de Block-



L'école maternelle de Blockhauss, réalisée avec l'appui de Jean Kacou Diagou (ciseaux en main) a un effectif de 120 jeunes apprenants. (PHOTOS : DR).

hauss accueillent déjà, pour cette année scolaire 2019-2020, 120 jeunes apprenants à savoir 65 garçonnets et 55 fillettes. Jean Kacou Diagou, l'un des principaux donateurs de la Fdgm, a souligné l'importance de l'école maternelle, qui offre à l'enfant l'opportunité de faire

ses premiers pas dans l'apprentissage. Il a plaidé pour une multiplication des centres de la petite enfance sur toute l'étendue du territoire national. La directrice de l'établissement, Brigitte Assékié, s'est fortement réjouie de disposer désormais d'une enceinte neuve et d'équipements neufs

pour la formation préscolaire des enfants de Blockhauss. Elle a salué l'action de cette fondation et souhaité que d'autres organisations lui emboîtent le pas pour le bonheur de l'éducation nationale en Côte d'Ivoire.

GERMAIN GABO

Grain de sel

Par Germaine Boni

La si longue attente à la banque !

Ma sœur, je suis fâchée, je m'en vais. Je suis là depuis longtemps, il n'y a qu'un seul guichet qui fonctionne. Je ne peux plus attendre », K.M.T, une amie de l'université que j'ai retrouvée avec beaucoup de plaisir. Déçue, elle est sortie de la banque en me remettant son ticket, portant un numéro plus avancé que le mien (R084), que je venais de tirer à 12h25 quand l'écran affichait le 43^e client à la caisse 1 pour un retrait. Les clients qui ont eu la chance de s'asseoir sont collés à leurs téléphones portables soit pour des jeux soit pour passer des messages... bref ! Ceux qui sont debout font pareil. Juste pour passer le temps, dans cette attente qui devient de plus en plus longue. En fait, il s'agit de l'agence de la Banque nationale d'investissement (Bni) de Cocody Danga. Il est vrai qu'en début du mois, il y a de l'affluence dans les établissements bancaires. Mais cela n'est pas une raison pour faire attendre les clients pendant plus de deux heures. Dans cette agence, un seul guichet est ouvert pour toutes les opérations : retrait, versement, dépôt de chèques, transfert d'argent... Les deux autres guichets sont vides, les occupants sont en congé, nous dit-on. Et les plaintes des clients se font entendre : « Si vous manquez de personnel, dites-nous, de nombreux jeunes sont à la recherche d'emploi » ; « Quand on va en congé, on se fait remplacer tout de même » ; « On ne va pas passer toute la journée dans cette banque ? ». Ces murmures qui deviennent de plus en plus audibles n'ébranlent pas les quelques agents que l'on voit défilé d'un bureau à l'autre. Et des clients abdicquent et décident de rentrer chez eux sans être servis. « Pour ouvrir un compte, on n'attend pas trop, mais pour retirer notre argent, on est confronté à toutes sortes de difficultés », lance un client tout exaspéré, claquant la porte ! L'adage selon lequel « le client est roi et doit être traité avec beaucoup d'égards » n'est pas de mise dans cette agence qui manque aussi de salle d'eau pouvant permettre à la clientèle, dans cette longue attente, de se soulager.

Collectivités territoriales Le premier salon s'ouvre le 7 novembre à Abidjan



Le comité d'organisation attend beaucoup de ce salon.

Villes et territoires durables à l'horizon 2030 ». C'est autour de ce thème que l'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci), l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci) et Shine Group, organisent la première édition du salon des collectivités territoriales. Qui se tiendra du 7 au 9 novembre à Eden Golf club. L'occasion sera mise

à profit par les organisateurs et les participants pour aborder « les problématiques liées aux collectivités, leurs potentialités et les opportunités à leur disposition... ». Le premier salon des collectivités territoriales qui s'articulera autour du développement durable, évoquera plusieurs autres thématiques. A savoir, le financement du développement local, le développement du capital humain, le

développement rural et la mobilité. À côté des grandes réflexions, un village du salon sera ouvert au public pour s'imprégner des réalités locales, en plus de découvrir et déguster les produits alimentaires des villes et régions de Côte d'Ivoire. Hormis les maires et les conseillers régionaux, les organisateurs attendent près de 5000 visiteurs.

M. YEVOU

Zone industrielle de Yopougon Deux personnes trouvent la mort dans une explosion

Paswan Rajkumar, l'un des chefs de section « Fonderie » de la Société ivoirienne de fabrication de fer à béton King Ivoire, située dans la zone industrielle de Yopougon et son adjoint Chauvan n'ont pas survécu à une explosion qui s'est déclenchée dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre. « Il y a eu des blessés dans un état critique parmi les dix personnes qui travaillaient dans la section fonderie, cette nuit-là. On enregistre aujourd'hui deux morts et huit blessés », a témoigné Serges Dago, responsable administratif et ressources humaines à King Ivoire, rencontré sur place le 4 novembre. Selon lui, ses collègues ont perdu la vie à la suite de la défaillance d'un mécanisme de production. Qui a pour rôle de faire glisser les objets en métaux recyclés (fondus). « Le



Serges Dago montrant l'espace où s'est produit le drame.

jour du drame, ce pont qui supporte le mécanisme a cédé et a atterri violemment dans le four. Celui-ci, comportant de la

larve de métaux, l'a propagée sur les victimes », regrette-t-il.

ISABELLE SOMIAN



Synthèse de l'état d'exécution

au 30 septembre 2019





Synthèse de l'état d'exécution
au 30 septembre 2019



Santé

Couverture Maladie Universelle (CMU)



2 979 469
personnes ciblées



1 232 192 cartes produites
658 137 cartes distribuées

Programme Elargi de Vaccination



617 922
enfants de 0 à 11 mois
vaccinés (Penta3)



628 287
enfants vaccinés
contre la rougeole

Gratuité ciblée

La Nouvelle Pharmacie de la
Santé Publique a mis à disposition :



462 312
accouchements enregistrés
dans les services sanitaires



331 575
kits d'accouchement



24 835
kits de césarienne



717 513
produits distribués gratuitement pour la prise en
charge du paludisme (fin sept. 2019)

Emploi

Insertion sur le marché du travail et de l'auto-emploi



500 000 jeunes
à insérer d'ici décembre 2020



5 600
jeunes formés à la Création d'Activités
Génératrices de Revenus (AGR) ou de
Micro et Petites Entreprises (MPE) à fin
septembre 2019



23 582 jeunes
ont bénéficié de financement,
après formation, profilage et/ou étude
de dossiers à fin septembre 2019



1 026
jeunes placés en apprentissage en milieu
rural dans le cadre du Projet Emploi Jeune Et
Développement des Compétences (PEJEDEC)
à fin septembre 2019



800
jeunes ont bénéficié
de permis de
conduire à fin
septembre 2019

Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO)



44 909
opportunités d'insertion ont été identifiées
par l'Agence Emploi Jeunes (AEJ)



6 550
jeunes insérés dans les THIMO



Synthèse de l'état d'exécution
au 30 septembre 2019



Education

Formation

Sur le recrutement effectif de 10 300 enseignants :



5 300

enseignants du
primaire formés

5 000

enseignants du
secondaire formés

Acquisition de tables-bancs

Sur 250 000 tables-bancs attendues en 2019 :



108 000

tables-bancs
disponibles



Accès à l'électricité

Tarif social



974 139 clients

bénéficient désormais du tarif social
+44 000 bénéficiaires de plus qu'en juin 2019

Electrification rurale (PRONER)



397 localités électrifiées

Programme Electricité Pour Tous

Sur 227 061 branchements à électrifier en 2019 :



▶ **121 017** ménages
jouissent du PEPT

▶ 106 044 branchements prévus pour le dernier trimestre 2019



Programme d'accès à l'eau potable

Garantir le fonctionnement continu d'environ 21 000 pompes à motricité humaine



11 927

localités visitées



20 276 pompes

dénombrées, dont 9 084
en panne et 6 934 en mauvais état



618

réparées



Programme des logements sociaux

Finaliser les travaux des sites de Bingerville et Yopougon



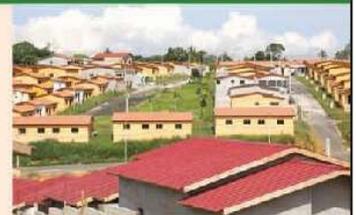
468 logements

achevés et habitables à Bingerville
(1027 logements à réaliser)



512 logements

achevés dont 90 habitables à Yopougon
(2172 logements à réaliser)





Synthèse de l'état d'exécution
au 30 septembre 2019



Autonomisation des jeunes et des femmes



312 035

personnes sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction (contre 112 000 personnes au 30 juin 2019)



14 256

jeunes filles ciblées sur 22 620 filles ont participé aux activités d'acquisition (compétences à la vie et la santé sexuelle)



18 697

filles enrôlées en milieu scolaire et sensibilisées aux bonnes notions (compétence de vie, droits humains, genre, santé sexuelle et reproductive)



2 000

jeunes filles vulnérables ont bénéficié d'un appui alimentaire (Korhogo et Bondoukou)



1 067

espaces ouverts en milieu communautaire



289

plans d'affaires élaborés et soumis au Comité de sélection

Entretien routier

Reprofilage de routes et de pistes rurales

Sur les 40 000 km à traiter :



17 464 km

de linéaires (soit 917 itinéraires) achevés



1 593 km

ont été finalisés depuis fin juin 2019



Programme des filets sociaux

Le programme est passé de 35 000 ménages en 2018 à 50 000 ménages au 30 juin 2019

Paiement de l'allocation



50 000

bénéficiaires au 3^{ème} trimestre 2019

Identification en cours



50 000

nouveaux bénéficiaires



Signature financement additionnel



58,5 milliards de F CFA

de financement additionnel



Création du Registre Social Unique (RSU) pour améliorer l'efficacité du programme de protection sociale et de lutte contre la pauvreté.

Autonomisation

L'État veut renforcer l'accompagnement de la femme

La journée internationale de mentoring, célébrée pour la première fois en Côte d'Ivoire, a permis d'apprécier les efforts consentis par des Ong pour accompagner les femmes.

Mentoring et autonomisation de la femme » est le thème de la journée internationale du mentoring (Jim) cette année. À Abidjan, c'est l'Ong "leade4her" qui a célébré cet

événement, le 26 octobre, à Heden Golf Hôtel à Cocody. L'organisation non gouvernementale a réfléchi sur « les implications du mentoring » et les « rôles et défis de l'écoute en mentoring ».

Aminata Diomandé Barro, la représentante de la secrétaire d'État en charge de l'Autonomisation de la femme auprès du ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, marraine de la cérémonie, a affirmé la



Mys Belmonde Dogo, secrétaire d'État chargée de l'Autonomisation de la femme auprès du ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant.

Côte d'Ivoire. « Le mentor est une solution de développement humain », a-t-elle souligné.

« Si nous devons aider les femmes à avoir la capacité financière et créer d'autres sources de revenus, il faut d'abord qu'elles soient sous couvert », a-t-elle précisé. Et d'ajouter: « Nous allons nous baser sur la formation pour la relèver. Nous avons opté, pour l'instant, pour l'innovation scientifique et technologie de la Côte d'Ivoire. Plus de 100 femmes ont été déjà formées à ces modules. Elles sont capables de le dupliquer à d'autres ».

Pour les panelistes, l'autonomisation de la femme s'impose dès le bas-âge.

Les réflexions se sont soldées par un dîner gala au cours duquel des diplômés ont été décernés. Créée en juillet 2019, Leade4her se veut une plateforme d'échange, d'aide et de valorisation de l'être humain à travers son autonomisation.

JEAN BAVANE KOUKA

Prise en charge médicale de personnes à mobilité réduite Une ambulance offerte au Centre kiné médical d'Angré



Les personnalités présentes lors de la remise des clés. (PHOTOS : DR).

Désormais, transporter les malades lourds comme les tétraplégiques, les hémiparalés, les blessés médullaires, les polytraumatisés crâniens dont le déplacement nécessite beaucoup d'attention, ne sera plus un souci pour le centre kiné médical d'Angré. Le directeur général de la Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lona), M. Dramane Coulibaly, a remis ce mercredi 30 octobre 2019 les clés d'une ambulance médicalisée d'une valeur de 35 millions FCfa audit centre. « Ce don qui vient à point nommé nous soulage et sécurise nos patients dans leurs déplacements », a déclaré Armelle Glohé épse Gogo, directrice du centre kiné médical. Saluant l'acte du donateur qui offre une meilleure

prise en charge de ses patients, elle a promis d'en prendre grand soin. « Je vous garantis, monsieur le directeur, de prendre grand soin de ce précieux véhicule en veillant avec une attention particulière à son utilisation », a-t-elle assuré en s'engageant à améliorer la qualité des soins aux patients. Expliquant les raisons du choix de ce centre médical pour le don de ce jour, le directeur général de la Lona a annoncé que ce geste ne sera pas le dernier eu égard au service humanitaire qu'offre ce centre kiné médical. « Le choix de ce centre n'est pas fortuit. Il est spécialisé en kinésithérapie, réadaptation physique et rééducation fonctionnelle. Il accueille des patients de tous âges, pour leur permettre de retrouver, partiellement ou totalement, leur autonomie phy-

sique », a soutenu le directeur général pour qui la santé avec l'autonomie physique est meilleure parce qu'elle permet à l'homme d'accomplir librement toutes ses tâches quotidiennes. « Créée en mars 2018, la fondation Lona nous permet de faire davantage en offrant des ambulances, des centres de santé, de maternités et d'écoles aux populations », a-t-il annoncé.

Le groupe kiné médical, comprend 5 cabinets de kinésithérapie à Yopougon, Plateau, Anyama, San-Pedro et Angré. Il emploie 70 personnes dont 30 permanents. De 2016 à ce jour, le centre a organisé 153.000 séances de rééducation fonctionnelle et offert 2220 appareils d'orthopédie à des enfants, adultes et personnes âgées.

EMELINE P. AMANGOUA

Éducation

Le lycée moderne de Grand-Bassam célèbre ses 60 ans

Le lycée moderne de Grand-Bassam a 60 ans. Le personnel, les anciens et nouveaux élèves de l'établissement ainsi que les cadres de la localité ont décidé d'en faire un événement. Les festivités ont démarré le mercredi 16 octobre, par une cérémonie solennelle et prendront fin le 14 décembre. Le lancement des activités s'est déroulé en présence

d'Asseu Valentine, directrice départementale du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Elle a salué l'initiative et souhaité que la célébration de ce soixantenaire soit l'occasion de rassembler tous ceux qui ont fréquenté le lycée et qui sont devenus des cadres du pays, afin de mener des réflexions sur son développement.

Dans le même sens, le proviseur du lycée, Karamoko Samassi, a exhorté le personnel à se mobiliser davantage pour la réussite de cet événement. Pour sa part, Casimir Djirabou, membre du comité d'organisation, a indiqué que les festivités seront marquées, entre autres, par un tournoi de football, un concours de Génies en herbe, un concours culinaire, de poésie, un cross populaire.

CASIMIR DJERABOU

Association des professionnels du caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire																																																									
 Association des professionnels du caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire Tel : 22 41 46 16 / fax: 22 41 91 58 e-mail : apromak@aviso.ci																																																									
PRIX D'ACHAT DU CAOUTCHOUC (M)		AVRIL 2019																																																							
Marché de référence du caoutchouc sec		SICOM à Singapour																																																							
Mois de base des cours (M-1)		mars-19																																																							
Cotation moyenne SICOM		146,84 US cents																																																							
Cours moyen du dollar		580,37 F CFA																																																							
		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Qualité du caoutchouc</th> </tr> <tr> <th></th> <th>Sec</th> <th>Humide DRC 60%</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Cours moyen cotation F CFA</td> <td>852,23</td> <td>511,34</td> </tr> <tr> <td>Décote 3 % : F CFA</td> <td>25,57</td> <td>15,34</td> </tr> <tr> <td>Prix FOB après décote FCFA</td> <td>826,66</td> <td>496,00</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Prix d'achat au planteur F CFA:</td> </tr> <tr> <td>61 % du prix FOB</td> <td>504,26</td> <td>302,56</td> </tr> <tr> <td>Rétrocession de la décote aux planteurs</td> <td>2,43</td> <td>1,46</td> </tr> <tr> <td>Prix au planteur avant retenues F CFA</td> <td>506,69</td> <td>304,02</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Retenues au kilo de caoutchouc FCFA :</td> </tr> <tr> <td>Cotisation APROMAC</td> <td>0,78</td> <td>0,47</td> </tr> <tr> <td>Cotisation APROCANCI</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Cotisation OPCN</td> <td>-</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>Cotisation FIRCA</td> <td>10,00</td> <td>6,00</td> </tr> <tr> <td>Total Retenues F CFA</td> <td>10,78</td> <td>6,47</td> </tr> <tr> <td>Prix d'achat net au planteur du kilo de caoutchouc F CFA</td> <td>495,91</td> <td>297,55</td> </tr> <tr> <td>Arrondi à</td> <td>496</td> <td>298</td> </tr> <tr> <td>Rappel du prix d'achat au planteur du mois précédent</td> <td>462</td> <td>278</td> </tr> </tbody> </table>		Qualité du caoutchouc				Sec	Humide DRC 60%	Cours moyen cotation F CFA	852,23	511,34	Décote 3 % : F CFA	25,57	15,34	Prix FOB après décote FCFA	826,66	496,00	Prix d'achat au planteur F CFA:			61 % du prix FOB	504,26	302,56	Rétrocession de la décote aux planteurs	2,43	1,46	Prix au planteur avant retenues F CFA	506,69	304,02	Retenues au kilo de caoutchouc FCFA :			Cotisation APROMAC	0,78	0,47	Cotisation APROCANCI	-	-	Cotisation OPCN	-	-	Cotisation FIRCA	10,00	6,00	Total Retenues F CFA	10,78	6,47	Prix d'achat net au planteur du kilo de caoutchouc F CFA	495,91	297,55	Arrondi à	496	298	Rappel du prix d'achat au planteur du mois précédent	462	278
Qualité du caoutchouc																																																									
	Sec	Humide DRC 60%																																																							
Cours moyen cotation F CFA	852,23	511,34																																																							
Décote 3 % : F CFA	25,57	15,34																																																							
Prix FOB après décote FCFA	826,66	496,00																																																							
Prix d'achat au planteur F CFA:																																																									
61 % du prix FOB	504,26	302,56																																																							
Rétrocession de la décote aux planteurs	2,43	1,46																																																							
Prix au planteur avant retenues F CFA	506,69	304,02																																																							
Retenues au kilo de caoutchouc FCFA :																																																									
Cotisation APROMAC	0,78	0,47																																																							
Cotisation APROCANCI	-	-																																																							
Cotisation OPCN	-	-																																																							
Cotisation FIRCA	10,00	6,00																																																							
Total Retenues F CFA	10,78	6,47																																																							
Prix d'achat net au planteur du kilo de caoutchouc F CFA	495,91	297,55																																																							
Arrondi à	496	298																																																							
Rappel du prix d'achat au planteur du mois précédent	462	278																																																							

Deuxième édition Prosper Africa à Philadelphie / Inza Camara : « Nous voulons ouvrir l'immense marché américain aux Pme ivoiriennes »

Le délégué général du Service de promotion économique de la Côte d'Ivoire aux États-Unis, au Canada et au Mexique, explique les enjeux de la seconde édition du forum de développement des affaires, qui a lieu bientôt au pays de l'Oncle Sam.

Vous organisez bientôt, en collaboration avec l'US Small Business Administration SBA, le deuxième forum de développement des affaires Prosper Africa à Philadelphie. À quoi répond cette rencontre économique ?
Ce forum dont nous sommes à la deuxième édition vise princ-

palement à permettre aux PME ivoiriennes de profiter pleinement de l'immense marché américain de 300 millions de consommateurs avec un fort pouvoir d'achat dont l'importance multiforme n'est plus à démontrer ni à redire. Comme vous le savez, l'Agoo (loi américaine exemptant en-

viron 7000 produits de pays africains éligibles de droits de douanes aux États-Unis) est une très belle opportunité et une très belle porte d'accès au marché américain destinée aux entreprises africaines dont très peu en profitent du fait même de la méconnaissance de ce mécanisme et de ses



en permettant à ses nombreuses PME très dynamiques et aussi au savoir-faire avéré et réel de prendre pied sur le marché américain. Nos PME pourraient ainsi devenir les intercoûtines des grandes multinationales américaines et canadiennes qui s'intéressent fortement à la Côte d'Ivoire mais qui souhaiteraient s'y implanter, en s'appuyant, dans un premier temps, sur des partenaires locaux.

La Côte d'Ivoire a organisé l'AGOO cette année. Y a-t-il des dispositions prises par le SPECI-USA pour faciliter l'accès du marché américain aux produits ivoiriens ?

Le SPECI-USA joue pleinement son rôle pour permettre un accès facilité et privilégié des produits ivoiriens aux États-Unis. A cet effet, le SPECI-USA a développé de bonnes compétences sur toutes les procédures et tous les mécanismes d'accès au marché américain que nous mettons à la disposition de nos PME.

Seuls quelques pays africains particulièrement bien informés de ces règles et des différents mécanismes mis en place par le gouvernement américain pour faciliter le commerce et l'accès au marché américain arrivent à y exporter massivement. Il s'agit principalement du Lesotho et du Botswana.

Les opportunités existent et elles sont réelles mais nous n'y arrivons pas parce que nos PME n'en sont pas parfois informées.

Aussi entendons-nous les aiguiller, les conseiller et les appuyer fortement. Nous le faisons déjà pour leur permettre de bénéficier de l'Agoo et je peux déjà vous assurer que certaines PME arrivent tout de même à tirer leur épingle du jeu.

Cette deuxième édition arrive à point nommé dans la mesure où les États unis se préparent à lancer une deuxième initiative en faveur des PME et entreprises africaines dénommée « Prosper Africa ».

À cet effet, le Secrétaire adjoint aux Affaires africaines a entamé une tournée qui l'a conduite au Soudan, en Éthiopie, au Mozambique et en Afrique du Sud pour expliquer cette nouvelle initiative puisque les États-Unis souhaitent devenir le partenaire privilégié de l'Afrique en matière de commerce et d'investissements ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
VALENTIN MBOUGUENG



APPEL A CANDIDATURE

Pour le Recrutement de Quinze Attachés de Recherche

Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) recrute :

- **Quinze (15) Attachés de Recherche.**

Missions : Sous l'autorité des chefs de Programme, les postulants retenus auront à conduire diverses missions de recherche dans les spécialités suivantes :

- **Génétique (05 postes)**
- **Pédologie (01 poste)**
- **Microbiologie des Aliments (01 poste)**
- **Agronomie (02 postes)**
- **Chimie des Aliments (01 poste)**
- **Entomologie (01 poste)**
- **Phytopathologie (04 postes)**

Profil exigé : Le candidat doit être Ivoirien, âgé de 40 ans au plus, titulaire d'un Doctorat, d'un PHD ou de tout diplôme équivalent dans l'une des spécialités ci-dessus citées.

Il doit être rigoureux, apte à travailler au sein d'une équipe et sous pression, capable de travailler en milieu paysan, doté d'un sens aigu des responsabilités et de l'initiative. La connaissance de l'anglais est un atout.

Les femmes sont vivement encouragées à faire acte de candidature.

Composition du Dossier de Candidature

Le dossier de candidature sera composé d'un **Curriculum Vitae**, d'une **copie certifiée du Diplôme le plus élevé**, d'une **lettre de motivation** et tout autre document jugé utile. Il devra être déposé sous plis fermés en 3 exemplaires.

Date limite de dépôt de candidature:

Judi 05 décembre 2019 à 16 heures GMT

Lieu de Dépôt : Le dossier devra être déposé au siège social du CNRA, sis à **Adiopodoumé Km 17, Route de Dabou (Tel : 22 48 96 24)** au Secrétariat du Directeur de la Recherche Scientifique et de l'Appui au Développement (DRSAD)

procédures. Dans ce domaine, le SPECI-USA (Service de promotion économique de la Côte d'Ivoire aux États-Unis) possède une excellente maîtrise et une parfaite connaissance des procédures et mécanismes d'accès au marché américain, des formalités douanières ainsi que des mécanismes de financement du gouvernement américain à destination des PME. C'est donc ces compétences que nous souhaitons mettre au service des PME et entreprises ivoiriennes conformément aux exigences de notre feuille de route ou lettre de missions.

Contrairement à certaines idées pré conçues, les PME ivoiriennes disposent d'un important know-how (savoir-faire), de compétences humaines avérées et d'excellents produits qui peuvent s'exporter facilement vers les États-Unis.

Concrètement, de quoi s'agira-t-il ? Il s'agira à travers ce forum d'aider les PME ivoiriennes à dénicher des opportunités mais aussi et surtout de leur permettre de s'intégrer dans le sillage ou la sous-traitance des grands groupes américains qui s'intéressent à l'Afrique, principalement, à la Côte d'Ivoire depuis l'accession à la magistrature suprême du Président Alasane Ouattara, mais qui manquent d'interlocuteurs fiables et crédibles.

Les résultats attendus devront permettre de faire des PME ivoiriennes de puissants leviers pour l'émergence de la Côte d'Ivoire. À cet effet, ce forum s'organise, en collaboration avec les institutions ivoiriennes chargées des Petites et moyennes entreprises ainsi que les principales structures étatiques et organisationnelles de promotion sur les

quelles repose la stratégie nationale de développement économique, industrielle et technologique.

Un tel forum répond parfaitement à la vision du Chef de l'État de faire du secteur privé un puissant vecteur de croissance et de création d'emplois.

Quels sont les autres objectifs de ce forum et quelles pourraient en être les retombées pour l'économie ivoirienne ?

Comme évoqué précédemment, ce forum vise en premier lieu à dynamiser, à renforcer et à consolider les PME ivoiriennes afin de leur permettre non seulement de pouvoir pénétrer le marché américain mais aussi de créer durablement des emplois.

Comme vous le savez sans doute, de nombreux pays développés ont bâti leur croissance en s'appuyant principalement sur un tissu dynamique, diversifié et innovant de PME. Ce modèle constitue une source d'inspiration et un véritable modèle dont notre pays pourrait s'inspirer. C'est la raison pour laquelle nous

entreprenons ce genre d'initiatives pour permettre à nos PME de pouvoir exporter aux États-Unis en produisant à partir de la Côte d'Ivoire. Mais pour ce faire, elles doivent déjà se familiariser avec un écosystème de règles, de formalités, de mécanismes, de procédures, et de diverses administrations publiques afin de tirer pleinement profit de l'immense marché américain, d'où l'idée même de ce forum.

En outre, des pays comme le Lesotho et bien d'autres se sont familiarisés avec cet environnement et arrivent à exporter massivement vers les États-Unis grâce à des mécanismes tels que l'Agoo. Notre pays pourrait en faire de même

Restructuration de la Cncc Les actions de gouvernement portent leurs fruits

Le gouvernement a injecté 53 milliards de F Cfa qui ont permis de sauver cet établissement bancaire placé sous administration provisoire en 2015 par la Commission bancaire de l'Uemoa.

La Cncc détenue par l'État, actionnaire unique, a changé de logo, de signature et de dénomination. Elle s'appelle désormais la Banque populaire de Côte d'Ivoire. L'information a été donnée par son directeur général, Issa Fadiga, à la conférence de presse qu'il a animée, hier, à la Maison de l'Entreprise, au Plateau. Le conférencier a également indiqué que cette banque est définitivement sortie de la zone rouge et qu'« elle réalisera, fin 2019, un résultat net positif ».

Cette performance résulte de la mise en œuvre du plan de restructuration adopté en mai 2017, du renforcement du fonds propre de la banque à hauteur de 53 milliards de FCfa par l'État et la cession d'actifs immobiliers hors exploitation. En 2015, la Cncc a été placée sous administration provisoire par la Commission bancaire à la suite de difficultés de tous ordres. Pour sau-



Issa Fadiga, directeur général de la Banque populaire de Côte d'Ivoire. (PH : JOSEPHINE KOUADIO)

ver cette société publique, le gouvernement a adopté son plan de restructuration en mai 2017, et nommé un nouveau directeur général en la personne de Issa Fadiga, pour sa mise en œuvre. Le rebranding total de la banque à travers le changement de logo, de signature et de dénomination marque une rupture avec ces années de difficultés et annonce les ambitions de la société. « Après avoir passé ces deux dernières années à nous consacrer aux transformations internes de la banque, nous voilà arrivés à une étape majeure, la transformation externe de la Cncc. En effet, le redressement de la banque nécessite une rupture avec les difficultés du passé (...) Cette transformation nous permettra sans aucun doute de rester partout, proche de nos clients et de renforcer aussi la confiance », a déclaré Issa Fadiga. La Banque populaire de Côte d'Ivoire, c'est aujourd'hui un capital de 40 milliards de

FCfa et 73 agences. Elle se positionne comme un soutien à l'Économie nationale à travers le financement des Pme et son inscription dans les actions menées dans le cadre

du programme social du gouvernement (Ps gov), selon son directeur général ■

DAVID YA

Issa Fadiga : « En tant que banque d'État, nous accompagnons le Ps gov »

Comment comptez-vous maintenir le cap de la croissance ?

Nous avons une nouvelle stratégie axée sur les classes moyennes et les classes populaires pour ce qui est de la clientèle des particuliers. Elle est axée aussi sur les Pme auxquelles nous apportons aujourd'hui les financements. Nous développons aussi les canaux alternatifs, notamment le mobile, qui sont des agences sur quatre roues que nous utilisons pour aider les populations des zones non bancarisées où il n'y a aucune institution financière. Ce que nous faisons, c'est qu'au lieu de déplacer les populations vers nous, nous allons vers elles. D'où notre nouvelle signature, partout près de vous.

En tant que banque d'État, que faites-vous singulièrement ?

Nous nous différencions, notamment à travers les partenariats que nous signons. Nous avons signé avec l'Ens, la Cnam qui permet à l'ensemble des assurés de l'Assurance maladie universelle de pouvoir effectuer le paiement de leur cotisation etc. Nous essayons d'accompagner le programme social du gouvernement, le Ps gov. Tout cela permet d'accompagner les politiques sectorielles du gouvernement parce que 2019 et 2020 sont les années du social et en tant que banque étatique, nous avons le devoir d'accompagner le gouvernement dans ses projets ■

D. YA

Lutte contre la concurrence déloyale Plus de 14 000 tôles d'une valeur de 30 millions de F Cfa saisies

C'est à partir d'une information anonyme qu'une équipe de la direction de la Métrologie, du contrôle, de la qualité et de la répression des fraudes du ministère du Commerce et de l'Industrie a procédé hier à la saisie de plus de 14 000 feuilles de tôle de couverture dans les locaux d'une entreprise de production de ce matériau à Marcoré Zone 4. À la tête du groupe d'intervention, le sous-directeur du département en charge de la répression des fraudes, Koné Zimo Bérenger, a expliqué que depuis quelque temps, les services du ministère ont été saisis d'une information selon laquelle, il existe certaines tôles de couverture dont on ignore totalement la provenance. Et de qualité douteuse. Une enquête minutieusement menée par les inspecteurs dudit département a permis la découverte et la saisie des tôles. Selon Koné Zimo Bérenger, les feuilles de tôle saisies ne respectent aucune disposition réglementaire. En effet, aucune précision sur la longueur, la largeur, l'épaisseur, le nom de l'importateur et du fabricant ne figure sur les matériaux. En attendant la suite que le ministère voudra donner à l'af-



Des échantillons de tôles saisies ont été acheminés au laboratoire pour des analyses plus approfondies. (PH : DR)

faire, des échantillons ont été acheminés au laboratoire pour des analyses plus approfondies. Reconnaisant les faits, les propriétaires demandent plutôt la clémence de l'administration, parce qu'ils ignorent la réglementation en la matière. Selon leurs explications, c'est la toute première fois qu'ils font de telles importations. Ordinairement, ils interviennent dans le fer à béton et d'autres matériaux de

construction. Selon le sous-directeur de la répression des fraudes, ils encourent des sanctions d'ordre pénal ou des amendes transactionnelles. « Les résultats d'analyse nous permettront d'apprécier l'ampleur de la situation, en ce qui concerne la qualité de la tôle de couverture incriminée. Nous pourrions alors mieux nous prononcer », a-t-il annoncé. Koné Zimo a aussi lancé un appel à la responsabilité aux opéra-

teurs du secteur des matériaux de construction. Il a rappelé que l'écroulement des maisons tire en partie sa source de la mauvaise qualité des matériaux. « L'État est très regardant, notamment le ministre Souleymane Diarrassouba en charge du Commerce et de l'Industrie qui suit ces éléments de très près », a mis en garde le sous-directeur de la répression ■

ABOUBAKAR BAMBA

Filière coton Bouaké sensibilisée à la qualité du coton graine

Après avoir réussi à relever la production du coton et à hisser la Côte d'Ivoire au 3e rang des producteurs africains, lors de la campagne 2018-2019, avec une production de 469 000 tonnes, l'Intercoton veut, pour la campagne 2019-2020, relever le défi de la qualité du coton graine. Dans cette optique, il a initié une tournée de sensibilisation des producteurs pour une bonne qualité du coton graine. Le lancement de l'opération a eu lieu, lundi, à la salle de conférences de la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (Cidit). Pour réussir cette campagne qui sillonne tout le bassin cotonnier, du 4 au 10 novembre, plusieurs équipes composées de l'Intercoton, du Fpc-CI, de l'Aprocot-CI et du Conseil du

coton et de l'anacarde ont été constituées.

À en croire Yacouba Soro, ces équipes vont parcourir le bassin cotonnier durant une semaine, afin d'instruire les producteurs sur l'importance et la nécessité des bonnes pratiques et attitudes pour la préservation de la qualité du coton ivoirien. « Nous avons demandé aux équipes de ne pas imposer aux producteurs la manière dont ils doivent conserver leur production. Il s'agit juste de leur dire de bien la conserver », a-t-il insisté.

Cette campagne qui se déroule à la veille du démarrage de la nouvelle campagne de la récolte et de la commercialisation 2019-2020 s'annonce bonne à tous égards ■

CHARLES KAZONY
CORRESPONDANT RÉGIONAL

Mine de bauxite de Bénéné (Bongouanou) Le Pdg présente la certification au vice-Président Duncan

Le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, a reçu au Palais présidentiel, le Pdg de la société Lagune Exploitation Bongouanou (LEB), Moumini Bictogo.

L'audience qui s'est déroulée en fin d'après-midi, le 31 octobre, en présence du ministre des Mines et de la géologie, Jean-Claude Kouassi, a permis au premier responsable de la société, Lagune Exploitation Bongouanou, Moumini Bictogo, de présenter et de remettre au vice-Président Daniel Kablan Duncan le rapport de certification des réserves aux normes internationales NI43-101 de la mine de bauxite de Bénéné. Une grande première en Côte d'Ivoire pour les minerais de base.

Au cours des échanges qui ont duré une trentaine de minutes, le Pdg de Lagune Exploitation Bongouanou n'a également pas manqué de faire au vice-Président le point sur l'avancement du projet. Aussi a-t-il profité pour présenter à Daniel Kablan Duncan, le nouveau partenaire technique et financier dans le cadre de la construction de l'usine de calcination de la bauxite, en l'occurrence Primetec, filiale du



Le vice-Président Daniel Kablan Duncan félicitant Moumini Bictogo pour les investissements réalisés dans la région de Bongouanou.

groupe Loesche, représentée respectivement par Olivier Thomas et Denis Garcia, di-

recteur général Afrique et directeur commercial qui ont assisté à cette audience. A

cet effet, M. Bictogo s'est surtout félicité de la bonne exécution des travaux avec de

nombreux et nouveaux atouts, matérialisés par l'acquisition d'équipements de

pointe pour l'extraction. Il s'agit de l'engin « Surface Miner », réceptionné le 31 août dernier. Autant dire que les résultats sont encourageants et prometteurs pour la société « LEB ». D'autant plus que les ressources de 35 millions de tonnes ne concernent qu'un seul gisement (gisement de Bénéné) sur sept, avec une teneur moyenne de 51 pour cent d'alumine. Quant aux six autres gisements, les explorations complémentaires ont déjà été programmées.

Après avoir écouté attentivement Moumini Bictogo, Kablan Duncan l'a, en retour, chaleureusement félicité et l'a encouragé pour cette évolution positive de la Mine de bauxite de Bénéné.

Il convient tout de même de signaler qu'en dehors de la bauxite, la Côte d'Ivoire dispose de quantités d'autres minerais, notamment l'or, le nickel, etc. ■

AMOROFI BAKAMA



TABLEAU DES SERVICES AVEC SITES DE RELOCALISATION ET DATES D'ARRÊT DES ACTIVITES



FERMETURE DU CHU DE YOPOUGON

SERVICES	SITES DE RELOCALISATION	ARRÊT DES ADMISSIONS	
1 BLOCS OPERATOIRES	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30	
2 URGENCES/ REANIMATION	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 16 H 30	
3 LABORATOIRE CENTRAL	- INSTITUT PASTEUR ADIOPODOUME	25/10/2019 à 16 H 30	
4 IMAGERIE MEDICALE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE - CHU BOUAKE	25/10/2019 à 16 H 30	
5 CONSULTATIONS ADULTES/ CONSULTATIONS MERE-ENFANT	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE - CHU BOUAKE	31/10/2019 à 16 H 30	
6 ORL	- ACADEMIE REGIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA MER - HOPITAL ABOBO NORD	21/10/2019 à 16 H 30	
7 NEONATOLOGIE	- CS BEAGO (YOPOUGON)	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation	
8 NEPHROLOGIE PEDIATRIQUE	- INSP ADJAME	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation	
9 GYNECOLOGIE OBSTETRIQUE	- FSUCOM WASSAKARA - HG D'ABOBO NORD - HG ANYAMA	21/10/2019 à 16 H 30	
10 TRAUMATOLOGIE/ CHIRURGIE GENERALE ET DIGESTIVE	- CHU COCODY - HOPITAL D'ABOBO NORD - CHU ANGRE - HG MARCORY - HG TREICHVILLE	21/10/2019 à 16 H 30	
11 CHIRURGIE PEDIATRIQUE	- HOPITAL ST JEAN BAPTISTE DE BODO - CHU COCODY - CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 18 H 30	
12 NEPHROLOGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - HMA	21/10/2019 à 18 H 30	
13 HEMATOLOGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	21/10/2019 à 18 H 30	
14 NEUROLOGIE	- CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 18 H 30	
15 NEUROCHIRURGIE	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - DISP DU PONT (TREICHVILLE)	Reste en place jusqu'à l'achèvement des travaux de relocalisation	
16 DIABETOLOGIE	- CHU COCODY - HMA - ACADEMIE REGIONALE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LA MER (CONSULTATIONS)	21/10/2019 à 18 H 30	
17 PEDIATRIE MEDICALE	- CHU TREICHVILLE	21/10/2019 à 18 H 30	
18 EXPLORATIONS FONCTIONNELLES	- CHU COCODY (2 ^{ème} ETAGE) - FACULTE DE MEDECINE	25/10/2019 à 18 H 30	
19 ODONTOLOGIE	- WASSAKARA - AUTRE SITE YOPOUGON	25/10/2019 à 16 H 30	
20 MEDECINE PHYSIQUE ET READAPTATION	- SUR PLACE (AMBULATOIRE) - CHU COCODY (HOSPITALISATIONS)	25/10/2019 à 18 H 30	
21 MEDECINE GASTRO	- HOPITAL GENERAL D'ABOBO NORD - CHU ANGRE	21/10/2019 à 18 H 30	
22 MEDECINE DU TRAVAIL	- CHU COCODY - CHU TREICHVILLE - CHU ANGRE	25/10/2019 à 18 H 30	
23 PHARMACIE ET STERILISATION	- CHU COCODY	31/10/2019 à 16 H 30	

Toumodi / Lutte contre le cancer du sein 1000 femmes dépistées

Une campagne de dépistage gratuit du cancer du sein a été organisée à l'intention des femmes du département.



Selon la ministre Raymonde Goudou Coffie, cette opération s'inscrit dans la politique sociale du gouvernement. (PH : DR.)

Grâce à la ministre de la Modernisation et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou Coffie, près de 1000 femmes issues du monde rural, dans le département de Toumodi, ont été dépistées gratuitement le 31 octobre, du cancer du sein. Cette opération qui a eu lieu au foyer Allah Thérèse s'inscrit, selon elle, dans la mise en œuvre sur le terrain de la politique sociale du gouvernement dans son volet santé. Ces femmes venues des 4 départements qui composent la région du Bélier sont, en majorité, membres des associations et coopératives agricoles féminines, notamment la coopéra-

tion "Les moissonneuses". Raymonde Goudou-Coffie, par ailleurs coordonnatrice régionale du Rhdp de la région du Bélier, a expliqué que « ce dépistage gratuit vise à améliorer les conditions de vie de la femme rurale. La faiblesse de leurs revenus et le poids des multiples travaux domestiques et champêtres ne leur permettent pas de prendre véritablement soin de leur santé. »

Pour réduire la pénibilité du travail chez ces femmes qui s'adonnent, pour la plupart, à la préparation de l'attiéké dans leurs différentes coopératives de production et de transformation des cultures vivrières, la ministre leur a offert un lot de matériel estimé à plus de 5 mil-

lions de F Cfa. Cette séance de dépistage a donné l'occasion au Dr Jean-Eude N'Baïman, enseignant en Oncologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, d'animer une conférence publique sur les comportements à risque des cancers du sein et du col de l'utérus qui font des ravages en Côte d'Ivoire. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, il a révélé que chaque année, ce sont plus de 2000 femmes qui contractent cette maladie. Cependant, le dépistage précoce permet une prise en charge rapide et favorise la guérison ■

N'DRI CÉLESTIN

Poro / Conseil régional Un budget triennal de 4 milliards de F Cfa adopté

Adoption du programme triennal 2020-2023 et examen des états d'exécution du budget de l'exercice 2019 en recettes et en dépenses au 3^e trimestre. Tels ont été les points saillants de l'ordre du jour de la 3^e session ordinaire du conseil régional du Poro tenue le 26 octobre, à la salle Alassane Ouattara de la préfecture de Korhogo. En présence de Tiémoko Yadé Coulibaly, président du conseil régional du Poro, Lassina Binaté, assurant l'intérim du préfet de région du Poro, préfet du département de Korhogo.

Selon le président du conseil régional du Poro, le programme triennal élaboré porte sur 43 opérations pour un montant global 3 460 919 000 F Cfa répartis sur les secteurs de l'éducation (52%), la santé (24%), et les infrastructures routières (14%) du budget. « Le développement de la région passe nécessairement par la réalisation d'investissements dans ces secteurs clés », a-t-il justifié.

En plus de ces travaux, 16 actions sociales ont été listées pour un montant global de 129 500 000 F Cfa. C'est au total une enveloppe de près de 4 milliards de F Cfa que le conseil régional va consacrer, durant les trois années à venir, au bien-être des populations. Le programme



Une vue d'une des écoles inaugurées. (PH : DR.)

triennal étant en cohérence avec les aspirations des populations, c'est tout naturellement que les conseillers l'ont adopté à l'unanimité.

Sur l'état d'exécution du budget de l'exercice 2019, Daouda Coulibaly, directeur financier et comptable, a indiqué que sur un budget primitif de l'exercice 2019 équilibré en recettes et en dépenses à 2 212 750 000 F Cfa, c'est la somme de 1 155 926 000 F Cfa qui a été recouvrée comme recette, soit 52,24% de la prévision de recettes au terme du 3^e trimestre de l'exercice 2019. « Les dépenses engagées au cours de la même période

s'élèvent à 1.001.634.699 F Cfa, soit 45,27% de la prévision des dépenses », a tenu à préciser le financier du conseil.

Des actions sociales ont été posées par le conseil régional au profit de l'école. 1000 tables-bancs ont été remis à la direction régionale de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Korhogo dans le but d'équiper 19 établissements scolaires pour un montant de 40 millions. ■

CHARLES KAZONY
CORRESPONDANT REGIONAL

Plusieurs infrastructures inaugurées

Les villages du département de Korhogo, Dassoungboho et Kombolokoura, érigés récemment en sous-préfectures, ainsi que Dassoumbié, ont été dotés de plusieurs salles de classe toutes équipées. Un ouvrage réalisé par le conseil régional du Poro.

Lacina Koné, 1^{er} vice-président du conseil régional du Poro, a procédé, mercredi, à la remise

officielle de toutes ces infrastructures scolaires. Il a expliqué qu'il s'agit pour le conseil régional de soulager les populations. Et d'ajouter que l'objectif est de permettre aux élèves de prendre les cours dans des classes surchargées.

Ainsi donc, Dassoungboho a bénéficié de deux bâtiments de trois classes, entièrement équipées et d'un bloc-latrine, pour un coût global de 67 millions de

F Cfa. Kombolokoura, a bénéficié d'un bâtiment de trois classes et un bureau équipés d'une valeur de 23 millions de F Cfa. En plus de l'école, la sous-préfecture de Dassoungboho a vu la réhabilitation de sa maternité et du logement de l'infirmier. Sans compter la construction d'un bloc latrine, pour un coût total de 43.779.083 de F Cfa ■

C. K.

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO	AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO	AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO	AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO
<p>Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du mardi 05 novembre 2019 au mercredi 04 décembre 2019 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 08 ha 85 a 02 ca à ADIAPOTE, dans la commune de Songon au profit de la Société LA LOYALE VIE.</p> <p>Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 053/CS/SG/ST du 30 octobre 2019 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.</p> <p>Le Maire N'KOUMO-MOBIO Eric</p>	<p>Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du mardi 05 novembre 2019 au mercredi 04 décembre 2019 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 03 ha 29 a 41 ca à ADIAPOTE, dans la commune de Songon au profit de la Société LA LOYALE VIE.</p> <p>Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 054/CS/SG/ST du 30 octobre 2019 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.</p> <p>Le Maire N'KOUMO-MOBIO Eric</p>	<p>Le Maire de la commune de Songon a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du mardi 05 novembre 2019 au mercredi 04 décembre 2019 inclus, est ouverte dans les locaux de la Mairie de Songon au sujet d'une demande d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive (ACD) sur une parcelle de terrain d'une superficie de 08 ha 82 a 69 ca à M'BRATHE, dans la commune de Songon au profit de la Société A GOUA DJOKE FELIX.</p> <p>Monsieur ELEGBE Kodja Jean, Chef des Services Techniques de la Mairie de Songon, nommé Commissaire-Enquêteur par décision municipale n° 055/CS/SG/ST du 30 octobre 2019 de Monsieur le Maire de Songon, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites à ce sujet et ce, tous les jours ouvrables, aux heures réglementaires, aux bureaux des Services Techniques de la Mairie de Songon où un registre est ouvert à cet effet.</p> <p>Le Maire N'KOUMO-MOBIO Eric</p>	<p>Le Sous-préfet d'Anyama a l'honneur de porter à la connaissance du Public, qu'une Enquête de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours allant du mercredi 28 octobre au mardi 26 novembre 2019 inclus, est ouverte dans les bureaux de la Sous-préfecture d'Anyama, relativement à une demande d'attribution d'une parcelle de terrain d'une superficie de zéro hectare quatre-vingt dix neuf ares vingt trois centiares (00 ha 99 a 23 ca) sise à Attinguié; présentée par le Directeur du Domaine urbain pour le compte de la société SCI GBATI, Tél : 07 65 44 00.</p> <p>Madame YAO née AKA Kouso Angeline, Secrétaire Administratif, Chef du Service des domaines de la Sous-préfecture d'Anyama, est nommée Commissaire-Enquêteur par décision n°35/SPAN/DOM du 28 octobre 2019, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions et observations qui pourraient être faites dans un registre ouvert à cet effet.</p> <p>ANYAMA, Le 28 octobre 2019</p> <p>KOUAKOU K. Michel Sous-préfet</p>

Bélier / Protection civile de proximité

Le 10^e Centre de secours d'urgence inauguré à Toumodi

La politique sociale du gouvernement se concrétise davantage sur le terrain dans la région.

Le conseil régional du Bélier vient de bâtir à Toumodi, un Centre de secours d'urgence (Csu) pour abriter une représentation des pompiers civils dans le but de renforcer la protection civile de proximité des populations. Cet investissement estimé à plus de 256,148 millions de F Cfa a été inauguré le 30 octobre à Toumodi, par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de Corps d'armée, Vagondo Diomandé, en présence du président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio et de la ministre Raymond Goudou Coffie, ainsi que de la sénatrice Louise Adjoua N'Goh épouse Tamini. Cette caserne est bâtie sur une superficie 4.500 m². L'on y compte, entre autres, l'administration, l'infirmerie, deux dor-

toirs, trois logements de service, le foyer, la clôture et le mât. A cela s'ajoutent la réalisation des pavés et des espaces verts, le raccordement électrique au réseau national et au réseau d'eau de la Sodoci. À l'actif de l'Union européenne (Ue) qui a apporté un appui complémentaire, avec l'assistance technique d'Expertise France, ses interventions ont porté sur l'équipement (matériel d'intervention, la bureautique et informatique, la literie, le culinaire) et la réalisation des pavés des aires de manœuvre et de lavage, la clôture de l'entrée principale, les lampadaires, au nombre de cinq. Pour le ministre Vagondo Diomandé, cet ouvrage s'inscrit dans la politique sociale du gouvernement et vise à décentraliser les services de protection civile qui sont localisés



Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Vagondo Diomandé a demandé aux agents de faire preuve de conscience professionnelle. (PH: DR)

pour la plupart dans les grandes villes du pays. Selon lui, il s'agit de sauver des vies mais aussi de limiter et de prévenir les effets des sinistres.

Après avoir dit la gratitude du gouvernement ivoirien à la France et à l'Union européenne pour leurs contributions, il a salué l'engagement du président du Sénat, en faveur du bien-être de ses parents. Car, c'est lui qui a initié cet important projet, alors qu'il était à la tête du conseil régional du Bélier. « *Le Bélier attend beaucoup de vous. Vous devez faire preuve d'une grande conscience profession-*

nelle et de grande disponibilité », a-t-il recommandé aux agents, avant de les engager à prendre grand soin du matériel qui a été offert. Aux populations, le ministre Vagondo Diomandé, a rappelé les tristes sinistres vécus actuellement par les habitants de Grand-Bassam. Ce qui se traduit par les inondations des domiciles et les importants dégâts matériels. Puis il leur a demandé d'observer une grande

vigilance et surtout le respect des règles de sécurité conseillées par les agents de protection civile. Notamment éviter de boucher les caniveaux, construire dans les bassins d'orage, quitter les zones à risque. « *Les pompiers ne ressusitent pas les morts...* », a-t-il déclaré. Pour sa part, le général Kili Fagnidi Fiacre, inspecteur général de police et directeur général de l'Office national de la protection civile (Onpc), a félicité les 57 agents déployés au Csu de Toumodi, dont 7 dames, avec pour responsable, le sergent-chef Tuo Mariam.

En termes de bilan, Kili Fiacre a révélé que depuis le début de 2019, ses agents ont enregistré, sans grand moyen, 235 interventions, 27 incendies, 123 accidents, 267 transferts de blessés, 75 opérations diverses, 7 assistances à personnes, 3 noyades et 11 décès. Il en a profité pour inviter les populations et en particulier les jeunes à éviter les faux appels comme cela est de coutume à Abidjan ■

N'DRI CÉLESTIN

Bafing

La chambre régionale d'agriculture enrichie de l'expérience française

Le président régional de la Chambre d'agriculture du Bafing, Karim Bambadjrou, a séjourné récemment sur les bords de la Seine. Il y était avec la délégation ivoirienne, pour prendre part au sommet de l'agriculture et de l'élevage de la France. Revenu de cette mission qu'il qualifie de « très instructive », il a présidé, il y a quelques jours, au siège de l'institution à Touba, une rencontre-bilan. Au cours de cette réunion, il a dévoilé le contenu de ce rendez-vous international dédié à l'agriculture et à l'activité pastorale. « *L'objectif de cette mission initiée par l'Etat de Côte d'Ivoire visait à aller apprendre de nos homologues français afin de perfectionner les pratiques agricoles et moderniser nos systèmes d'élevage* », a indiqué, d'entrée, Karim Bambadjrou. Visiblement très émerveillé par

son expérience française, il en a donné les grandes articulations. Notamment les visites de la boutique paysanne (tenue par les producteurs eux-mêmes contrairement à celle de la Côte d'Ivoire), de laiteries produisant les produits dérivés du lait de vache, la boucherie moderne spécialisée dans l'abattage et la fabrication des produits carnés. Ces visites, a-t-il souligné, se sont poursuivies sur des exploitations agricoles et fermes pastorales. Le président régional de la Chambre d'agriculture a fait noter qu'ici, comme en Occident, l'activité agricole est assujettie aux mêmes contraintes, surtout, les caprices de la météo et les difficultés d'obtention de financements auprès des maisons de crédit. Toutefois, il a avoué avoir été marqué par l'organisation, le sérieux, le professionnalisme des paysans français. Qui, de

son avis, ont atteint une autonomie totale grâce à leur modèle économique au point qu'ils n'attendent, a priori, rien de leur gouvernement. Aussi, a-t-il fait savoir que les connaissances acquises à la faveur de ce voyage, seront implémentées sous peu dans le Bafing de sorte à se rapprocher des standards requis pour le bonheur des paysans de la région. Il n'a pas manqué de leur avouer que leur réussite, dépend de leur détermination à vouloir sortir de l'informel ou de s'en affranchir. Et d'ajouter : « *L'heure de l'autonomie vraie du monde rural a sonné* ». Il a ensuite annoncé que dans les mois à venir, une mission française viendra en Côte d'Ivoire dans le cadre d'une coopération à l'effet d'accompagner les producteurs ivoiriens ■

EMMANUEL KOUASSI

Tanda

Broukro a célébré la fête de l'igname

Le village de Broukro, dans la sous-préfecture de Tanda, était en fête le 30 octobre. Ce jour-là, conformément au calendrier traditionnel, les populations de cette localité avec à leur tête, Nanan Djanfi II (Michel Kouamé, ancien directeur général de Fratimité Mali), ont célébré la traditionnelle fête annuelle de l'igname. A cette occasion, Nanan Djanfi II a exhorté les populations à l'union et la solidarité pour célébrer la vie. « *A travers la fête de l'igname, c'est la célébration de la vie ici chez nous. La*

vie est certes un merveilleux don de Dieu à notre espèce. Mais peut-on vivre sans se nourrir ? », questionne-t-il. Nanan Djanfi II, 7^e chef de Broukro, intronisé en 2013, s'est, par ailleurs, réjoui des abondantes pluies qui augurent de bonnes récoltes en perspective. Cette fête populaire a commencé le matin par la procession vers la rivière Bâh au son de la fanfare avec le chef porté dans son palanquin. Au bord de la rivière a eu lieu le cérémonial de purification du chef et de la population. Avec des cris de joie et des chants d'allé-

gresse, le cortège est revenu à la cour familiale pour l'adoration de la chaise sacrée des Agni Bona de Broukro. Après « *la visite aux ancêtres* » et les échanges avec eux dans la case sacrée, Nanan Djanfi II a rejoint ses invités sur la place publique du village. Une étape marquée par les différents dons au chef, le défilé des femmes, les prestations d'artistes et de danses traditionnelles ainsi que le message du chef du village à ses populations ■

MARCEL BÉNIÉ

CORRESPONDANT RÉGIONAL

COMMUNIQUE DE PRESSE

LANCMENT D'UN INCUBATEUR D'ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES! *L'opportunité de donner vie à vos projets agroalimentaires !*

Dans le cadre du projet PEJEDEC, avec le soutien du BCPE (Bureau de Coordination des Programmes Emploi), l'INP-HB ESA et l'IECD (Institut Européen de Coopération et Développement) lancent un parcours d'incubation d'entreprises agroalimentaires.

Vous avez un projet d'entreprise agroalimentaire ou êtes un jeune entrepreneur agroalimentaire et vous souhaitez lancer ou développer votre activité ? **Inscrivez-vous** dès maintenant à un parcours qui boostera vos projets et faites partie des 20 entrepreneurs qui bénéficieront de formations ainsi que d'un accompagnement individuel par un coach pendant 6 mois en gestion, marketing et techniques agroalimentaires.

Les inscriptions au parcours d'incubation sont ouvertes jusqu'au **10 novembre** sur le site www.iecd-transform.org. Déposez votre candidature dès maintenant !



INCUBATEUR D'ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES

Dans le cadre du projet PEJEDEC



Gestion d'entreprise



Accès au marché



Techniques agroalimentaires



Accompagnement/Coaching individuel

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 10 NOVEMBRE



TRAITEMENT DES HYDROCARBURES Pourquoi la Sir risque de fermer en 2024

Le Directeur général de la Sir, Thomas Camara, a attiré jeudi 31 octobre 2019, l'attention du gouvernement sur de nouvelles menaces qui guettent la Société ivoirienne de raffinage (Sir) malgré les efforts consentis par l'État ivoirien pour relancer la société et préserver des emplois. C'était en marge de la visite du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly à la Sir à Abidjan - Port Bouët à l'occasion du redémarrage officiel d'un hydrocraqueur à ladite raffinerie.

Thomas Camara a indiqué que de nouvelles normes exigent d'investir dans de nouvelles unités de raffinage en vue de la production du Gas-oil moins polluant et du carburant propre. Et qu'à défaut de ces nouveaux investissements, «la Sir deviendra obsolète en 2024 et sera contrainte de fermer». Pour le changement de normes de qualité des produits raffinés, l'entrée en vigueur est prévue d'ici à 2024 / 2025 conformément aux recommandations de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Cependant, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, qui a dit prendre la pleine mesure de la situation, s'est engagé à déployer les moyens afin d'accompagner la Sir. «Le président de la République a ordonné une émission de garantie



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a donné des assurances que des moyens seront déployés afin d'accompagner la Sir. (Ph. DR)

souveraine d'un montant de 388 milliards de fca pour les institutions financières qui ont participé à la restructuration de la Sir», a dit Amadou Gon Coulibaly.

Le chef du gouvernement, pour revenir à la crise qui a secoué la Société, a relevé que l'engagement de l'État a consisté à garantir les transactions de la société de raffinage par le paiement immédiat des fournisseurs, la réduction du délai de paiement des partenaires commerciaux et la baisse du coût d'approvisionnement.

Aussi, il a noté qu'en 2016, le gouvernement avait mis en place un plan de sauvetage de la Sir avec un

comité de pilotage de restructuration de la société. Ce qui a permis à celle-ci de réaliser un résultat net de 45,4 milliards de fca en 2017 contre un résultat négatif l'année précédente, soit -8,3 milliards de fca.

Pour le ministre du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, la Sir ambitionne de reconquérir la sous-région avec l'amélioration de ses performances après la crise qui a secoué le secteur des hydrocarbures depuis 2008 et occasionné la fermeture de certaines raffineries sur le continent.

Venance KOKORA

FINANCEMENT DES PME

Le dispositif de la Sfi présenté

«La finance s'engage», initiative de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), a organisé le vendredi 26 octobre 2019, à la Maison de l'entreprise, à Abidjan-Plateau, son troisième atelier thématique de l'année, sur le dispositif de la Société financière internationale (Sfi) pour faciliter le financement des Pme. Le président de la commission développement des Pme et financement de la Cgeci, Daouda Coulibaly, a indiqué qu'il est important pour les opérateurs économiques, en particulier les Pme, d'avoir la bonne information. «Parfois, on dit qu'il n'y a pas de financement, mais ce qui manque c'est l'information : savoir où se trouve les bons outils, qu'est-ce que tel ou tel organisme offre pour le développement des Pme», a-t-il expliqué. Il prévient qu'il n'est pas toujours question d'argent ou de financement, mais parfois de dispositifs d'accompagnement qui sont mis en place pour faire en sorte que tout l'écosystème puisse bien évoluer.

Interpellé sur le rôle que son institution peut jouer aux côtés du patronat ivoirien, Olivier Buyoya, représentant résident de la Sfi en Côte d'Ivoire, a indiqué que cet instrument du groupe de la Banque mondiale partage entièrement l'ambition et l'objectif de «La finance s'engage». Il a rassuré que la Sfi, institution de financement mondiale partage entièrement l'ambition et l'objectif de «La finance s'engage». Il a rassuré que la Sfi, institution de financement dirigée vers le secteur privé, et qui a un portefeuille de 50 milliards de dollars (plus de 23 000 milliards de fca), investit principalement dans quatre secteurs dont les institutions de financement. «Nous avons plusieurs façons de soutenir et de nous impliquer dans la problématique du financement des Pme», a-t-il indiqué, relevant que l'institution qui a des devises essentiellement en dollars ne peut

traiter directement avec les Pme. C'est pourquoi la Sfi prête aux institutions financières banques commerciales, assurances, fonds de capital d'investissement, microfinance, afin de les encourager à aller au-delà de ce que leur limite ou leur appétit du risque leur permet. «Au travers de ces intermédiaires financiers, nous essayons d'atteindre des cibles que nous n'aurions pas pu toucher par rapport à nos limites. Monter un financement pour un projet comme Azito ou le groupe Azalai, c'est quelque chose de facile pour la Sfi mais ce n'est pas le cas quand il s'agit de financer le fonds de roulement d'une Pme», a précisé Olivier Buyoya. «Quand on parle de financement des Pme, la première question pour un banquier est : de quoi parle-t-on exactement ? Est-ce qu'on parle d'un financement de dette, de participation dans le capital ? Et quand on parle de financement de dette, qu'est-ce qu'on finance exactement ? Un fonds de roulement ? L'acquisition d'équipements ? etc.», interpelle le représentant résident de la Sfi. «Souvent, le besoin n'est pas un prêt, mais un renforcement de capital», souligne-t-il.

Selon la présidente du comité d'organisation de La finance s'engage, Mme Attia Victorine, les ateliers thématiques, qui ont déjà permis de toucher plus d'un million de personnes, visent à permettre aux Pme d'accéder à des informations détaillées sur les outils disponibles et pouvant soutenir leur plan de développement ou favoriser leur accès au financement. Cet atelier a également été l'occasion de remettre des certificats aux participants 2019 du programme d'éducation financière.

Désirée KONAN (stg)

CONSTRUCTION DU CHU D'ABOBO ET PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL Le Fonds saoudien de développement appuie la Côte d'Ivoire

2,2 milliards de fca, c'est le montant total du prêt accordé par le Fonds saoudien de développement à la Côte d'Ivoire pour la construction du Chu d'Abobo et le financement du programme pilote de développement rural. Cela a été matérialisé, mercredi 30 octobre 2019, par la signature de deux accords entre le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly et le conseiller du vice-président et directeur général du Fsd, S.E. Ingénieur, Youssef I. Albasam.

Sur une enveloppe globale de 55,764 milliards de fca nécessaires pour la construction du Chu d'Abobo, le Fsd apporte ainsi un appui de 13 milliards de fca, la Badea apporte 25 milliards de fca et l'État de Côte d'Ivoire, 12 milliards de fca.

Le ministre Adama Coulibaly a indiqué que la construction du Chu d'Abobo vise à doter "la



Le ministre Adama Coulibaly a remercié les représentants du Fsd pour leurs appuis à la Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

plus grande commune d'Abidjan (1 million d'habitants), d'un établissement sanitaire de premier rang, avec un pôle de spécialité notamment en matière de néphrologie, y compris la dialyse et la greffe rénale".

Il a informé que cet établissement d'une capacité de 600 lits, sera bâti sur une superficie de 5 hectares.

Le projet pilote de développement des zones rurales bénéficiera d'un financement de 9 milliards de fca du Fsd. Ce programme cible les zones rurales situées dans les régions du pays dont le taux de pauvreté rurale est supérieur à la moyenne nationale de 56,8% et qui concentrent une forte population vulnérable.

I.B.

RECAPITALISATION DE LA BAD À PLUS DE 122 000 MILLIARDS FCFA

Voici ce que les actionnaires ont exigé de la Banque

Les secteurs prioritaires à adresser connus

C'est une grande joie qui animait le président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina et ses collaborateurs, jeudi 31 octobre 2019, au terme de la sixième réunion extraordinaire du conseil des gouverneurs de la Bad qui s'est tenue à Sofitel Abidjan hôtel ivoire. Le bureau exécutif de l'institution bancaire panafricaine venait, en effet, d'obtenir le "soutien de tous les actionnaires" pour l'augmentation du capital de l'institution ; la 7e opération du genre qui s'est soldée par "une réussite éclatante". Une augmentation de 125% du capital actuel, qui passe donc de 93 milliards de dollars (environ 55 000 milliards de fca) à 208 milliards de dollars (Plus de 122 000 milliards de fca). «Pour nous tous, c'est un jour de joie. Parce que nous avons beaucoup plus de ressources désormais pour aller encore plus loin dans le développement de nos pays», s'exprimait Akinwumi Adesina, face à la presse aux alentours de 18h, ce jeudi. Mais cette approbation des gouverneurs pour l'augmentation du capital de la Banque n'est pas sans condition. Le bureau exécutif, en effet, a dû se soumettre à



Le président de la Bad, Akinwumi Adesina, a qualifié d'historique, le niveau d'augmentation du capital de l'institution qu'il préside. (Ph. DR)

un certain nombre d'exigences qui lui ont valu de remporter cette "victoire". Ces exigences sont entre l'engagement de la Banque à augmenter le niveau de ses investissements dans le climat, c'est-à-dire, investir plus dans les projets et programmes de lutte contre les changements climatiques, dans la préservation de l'environnement. Akinwumi Adesina a fait savoir, à ce sujet que la Banque entend porter cet investissement à 25 milliards de dollars (environ 15 000 milliards de fca) d'ici à 2025. Les actionnaires ont demandé

d'accroître les interventions en faveur des Etats dits fragiles, de redoubler d'efforts dans le financement des infrastructures favorisant l'intégration régionale. Les investissements dans les questions de promotion du genre, particulièrement en faveur des femmes et des jeunes, une gestion raisonnable de la dette, une présence plus accrue des agents de la Banque sur le terrain afin de remonter au mieux les besoins des Etats membres pour une meilleure prise en charge, font partie du chapelet des conditions posées par les gouverneurs de la

Bad avant de donner leur quitus pour l'augmentation du capital à un niveau jamais atteint dans l'histoire de l'institution panafricaine. Au-delà de ce que les gouverneurs souhaitaient voir s'améliorer avec cette nouvelle phase de recapitalisation, ils ont aussi tenu compte de certains indicateurs qui ont plaidé en faveur de la Bad. Il a été relevé entre autre, son mode de gestion des financements qui lui vaut de maintenir plusieurs années de suite son triple A confirmé par toutes les agences mondiales de notation financière. «Ce qui a convaincu les actionnaires, c'est notre gestion excellente et le fait qu'on maintienne notre triple A, même dans les moments les plus difficiles. Et enfin, il y a la conviction des actionnaires en la pertinence de nos investissements», a confié M. Adesina. Une portion de ce capital étant libérée, les premières contributions sont attendues pour début 2020, et le reste, progressivement jusqu'en 2030. Ainsi, avec cette augmentation de capital, les responsables de la Bad sont convaincus que la Banque pourra continuer de maintenir son triple A sur un long terme encore,

qu'elle se positionnera comme la banque de choix des populations africaines puisqu'ayant beaucoup plus de ressources désormais, et enfin que la Bad fera des résultats encore plus importants qu'auparavant. Cela, en se focalisant sur cinq priorités, les High five : éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines. Dans la déclinaison de ces cinq priorités, ce sont 105 millions de personnes qui seront raccordées au réseau électrique, 244 millions d'Africains qui auront accès aux technologies améliorées en matière de production alimentaire, 15 millions d'habitants qui bénéficieront des financements qui seront accordés au secteur privé, 128 millions d'habitants qui auront accès à l'eau et à l'assainissement et 252 millions qui bénéficieront des services de transports améliorés. «Selon les Nations unies et le Pnud, si nous parvenons à mettre en œuvre ces cinq projets, l'Afrique aura atteint 90% de l'Odd et 90% de l'Agenda 2060», a indiqué le président de la Bad.
Élysée LATH

MISE EN ŒUVRE DU PSGOUV

Les consignes du ministre Adama Coulibaly au Trésor public

En marge de la cérémonie d'inauguration du centre d'écoute du Trésor public, le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a échangé jeudi 31 octobre 2019 à la Rotonde de la Cité financière à Abidjan-Plateau, avec le comité de direction de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (Dgtcp). Au cours de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des visites des structures sous sa tutelle entamées après sa prise de fonction, le ministre a donné la feuille de route au directeur général du trésor et de la comptabilité publique, Assahoré Konan Jacques, et à ses collaborateurs. Ses orientations portent sur cinq points : la mobilisation des ressources, la gestion de l'endettement, la réforme des finances publiques, la modernisation de l'administration du trésor public et le paiement des fournisseurs de l'Etat. «La priorité aujourd'hui, c'est le PsGouv qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement (Pnd) 2016-2020. [...] Je voudrais donc vous encourager à faire en sorte que les ressources nécessaires soient mobilisées



Le ministre (à droite) a félicité le Trésor public, à travers son Dg (à gauche) pour les efforts accomplis. (Ph. DR)

pour mettre en œuvre le PsGouv qui est un programme dont les bénéfices vont directement à l'encontre de ceux de nos compatriotes qui sont les plus défavorisés. Mais au-delà de cela, je voudrais vous inviter à faire en sorte que nous puissions assurer la bonne gestion de l'endettement. [...] Nous avons un ratio d'endettement qui est autour de 48% [...], en deçà de la norme communautaire au niveau de l'Uemoa qui est de 70%.

Maintenir un risque de surendettement modéré, cela suppose, a en croire Adama Coulibaly, qu'il soit mis en œuvre la Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (Sdmt) et que les Analyses de viabilité de la dette (Avd) se poursuivent

sur une base annuelle. «Nous devons également poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de réforme des finances publiques», a-t-il recommandé. Le ministre a également indiqué aux responsables du trésor public qu'il est important de poursuivre le paiement à bonne date des factures dues aux fournisseurs. Car, soulignera-t-il, "c'est le secteur privé qui est le moteur de la croissance en Côte d'Ivoire". «Nous devons faire en sorte que ce secteur privé puisse disposer des ressources nécessaires pour pouvoir mener ses activités. Je voudrais à ce niveau également vous encourager à faire en sorte que les factures soient payées et que ceux qui vont utiliser la plateforme du centre d'écoute puissent savoir que nous sommes soucieux de leur confort, de faire en sorte qu'ils disposent des ressources nécessaires pour mener leurs activités. Ce qui leur permettra de contribuer aux efforts de développement du pays», a instruit le ministre Adama Coulibaly. Au nom de ses collaborateurs, le directeur général du trésor public, Assahoré Konan Jacques, a

remercié le ministre pour cette rencontre, lui traduisant par ailleurs ses félicitations pour sa «nomination méritée qui vient couronner une riche carrière». Il a assuré le ministre Adama Coulibaly qu'il trouvera au Trésor public des collaborateurs dévoués et compétents pour l'aider à réussir la mission que lui a confiée le président de la République, Alassane Ouattara. Le Trésor public, faut-il le noter, est confronté, depuis trois ans, à des difficultés liées à ses crédits budgétaires qui ont chuté de 83,3% , soit 13,2 de fca. En outre, sur le plan institutionnel, cette régie financière fait notamment face à un besoin criant de réhabilitation et de relocalisation de ses postes comptables endommagés du fait de la crise postélectorale, ainsi qu'à la nécessité de création de nouvelles directions régionales, de trésorerie des collectivités. «Je prends l'engagement de faire en sorte que les moyens qui sont alloués au Trésor puissent être augmentés, tout en étant conscient des contraintes qui pèsent sur nous», a promis le ministre Adama Coulibaly.
Élysée LATH
(Source : Sercom Mef)

